

n° 37

r é v o l u t i o n

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

sept 2003

Jeunes communistes révolutionnaires

1€

100% pour les patrons  
0% pour nous

Arrêtons le  
gouvernement

C R S  
hirac affarin arkozy

# Non à l'occupation en Irak !

# La fabrique de l'opinion publique et ses ratés

L'été a été chaud pour le peuple irakien. Au mois d'août, à Bagdad, la morgue a reçu 47 fois plus de morts violents que l'année dernière à la même période. Voilà la réalité de la libération américaine : « *Nous avions quelques crimes avant la guerre, mais depuis, tout a changé* », a expliqué à l'Associated Press le chef de la police Hassan Ali al-Obeidi. « *Les raisons sont sociales, psychologiques et économiques*. » En effet, les attaques américaines pendant l'offensive militaire ont eu des conséquences désastreuses sur le peuple irakien. Les irakien(ne)s n'ont presque plus d'eau potable et de carburant et les coupures d'électricité sont fréquentes. L'administrateur américain en chef en Irak, Paul Bremer a déclaré, le 13 août que « *c'est la liberté qui importe [...] Je crois qu'il est essentiel d'aller au-delà des violences et des pénuries et de nous rappeler toute une série de droits dont les Irakiens jouissent aujourd'hui grâce à la victoire militaire*. »

## Il faut créer 2, 3, de nombreux Irak !

Mais le peuple irakien ne croit pas aux déclarations de Paul Bremer. Le peuple irakien veut retrouver son niveau d'avant-guerre et il veut son autonomie. Ainsi, en août, la population de Bassorah s'est revoltée contre l'occupation britannique. Celle-ci n'ayant toujours pas restoré le service public au niveau d'avant-guerre. De plus, il y a régulièrement des affrontements entre les habitant(e)s de Bagdad et l'armée américaine. C'est une véritable guérilla contre les occupants. Les attaques sont quasi-quotidiennes dans le nord du pays. Elles ont fait 57 morts américains depuis le 1er mai dernier. Voilà ce qu'il en coûte d'occuper un pays.

Le peuple américain lui-même se rend compte que Bush n'est pas parti en guerre pour libérer le peuple irakien. Depuis plus de 100 jours que l'offensive est finie, ils n'ont toujours pas trouvé les armes de destruction massive. Ainsi, le 13 août, plus de 600 familles de militaires américains servant en Irak ont créé un collectif, appelé Families Speak Out (Les Familles Prennent la Parole). Ils ont lancé une campagne d'information pour protester

contre les conditions de vie des GI's. La fondatrice du collectif, Nancy Lessin témoigne que « *[leur] inquiétude concerne tout autant [les soldats américains] que la population irakienne*. » Cette action remet en cause radicalement la politique américaine de conquête et d'occupation de toute la région. Demain, sans doute, ces mêmes familles vont se rendre compte qu'une semaine d'occupation coûte un milliard de dollars aux contribuables américains. C'est autant d'argent en moins pour l'éducation, l'emploi et la santé des américains...

## Liberté pour le peuple irakien !

Aujourd'hui, nous devons continuer à soutenir le peuple irakien dans sa lutte anti-colonialiste. Aucun état ne doit coloniser ce pays. Notre mot d'ordre est clair : troupes étrangères hors d'Irak ! C'est seulement par une mobilisation de l'ensemble des travailleurs(-euses) d'Irak qu'il sera possible de virer les troupes coloniales. C'est au peuple irakien de décider de son propre gouvernement et à personne d'autre. C'est pourquoi nous devons aller manifester le 27 septembre pour dire que nous refusons toutes les occupations !

Raphaël, [Jussieu]



## Propagande préventive pour guerre impopulaire :

En septembre 2001, seulement 3 % de la population américaine croit que l'Irak est derrière les attentats du World Trade Center, à partir de septembre 2002, c'est 50 % de cette population qui en est convaincu, elle est aussi convaincu que l'Irak pourrait attaquer les Etats-Unis. Un brusque retournement grâce à une propagande savamment orchestrée et ce n'est pas la première fois.

1917, la guerre en Europe dure et les britanniques et les français ont besoin de l'aide américaine. Un seul problème, la population américaine ne veut absolument pas de cette guerre. La guerre et la conscription entraînent la colère des paysans, des ouvriers, l'agitation socialiste gagne du terrain. Mais en quelques mois, à coup de propagande médiatique, le peuple américain se transforme en fanatiques anti-allemands.

## Pourquoi une propagande guerre

Comme en 14-18, il y a des raisons économiques à la guerre. Mais les temps de guerre permettent aussi de faire taire les critiques intérieures. Les Etats-Unis sont en pleine crise économique, trois millions d'emplois ont été supprimés depuis le

début du mandat de Bush. Le gouvernement doit faire passer un certain nombre de mesures catastrophiques pour la majorité de la population : diminution des impôts des plus riches, réduction de 86 % du programme communautaire d'accès aux soins, interdiction de toute contribution fédérale aux organisations de planning familial favorables à l'IVG, diminution de 200 millions de dollars destinés à la formation des chômeurs, ouverture des parcs nationaux à l'exploitation forestière et pétrolière, réduction de 50 % du budget de recherche sur les énergies renouvelables, etc.

Dans les années 80, Reagan avait réussi à faire passer des mesures catastrophiques pour la population en la terrorisant malgré l'opposition de l'opinion publique. En 1985, il avait instauré l'état d'urgence nationale en réponse à la menace pour la sécurité que représentait le gouvernement du Nicaragua. L'armée du Nicaragua aurait été à deux jours de marche du Texas et la base aérienne située à Grenade aurait pu servir aux russes d'aire de décollage pour bombarder les Etats-Unis. Ce Reagan, quel acteur.

## Une propagande qui joue sur les mots :

Un savant travail sur le vocabulaire utilisé masque la réalité de cette propagande. Tony Blair dira : « *ceci n'est pas une invasion* ». On parlera de « *dommage collatéral* », de l'opération « *liberté* » pour l'Irak, de la « *coalition* » US-GB. En bref : la liberté c'est l'esclavage, la paix c'est la guerre et l'Irak a été libéré. En inversant le discours dominant, on aurait presque l'impression de se rapprocher de la réalité : ceci est bien une invasion par deux pays (dont le Royaume-Uni qui avait déjà colonisé l'Irak), dommage collatéral signifie bombardement sur des civils, liberté pour l'Irak veut dire occupation militaire. On a aussi parlé de « *journaliste intégré* », c'est à dire que l'armée américaine intègre les journalistes qui diffusent les informations qu'elle lui donne. Mais le spectateur voit un journaliste sur le terrain, ça fait réaliste alors que le journaliste est la voix de l'armée.

## Les échecs de la désinformation :

Après les mensonges répandus par les médias pour soutenir l'effort de guerre, l'heure est au constat : l'Irak ne pouvait pas être une menace imminente car malgré plus de cent jours de fouilles intenses du territoire, toujours pas trace d'Armes de Destruction Massive (ADM). En Grande-Bretagne, le docteur Kelly, expert en ADM, s'est suicidé après avoir révélé à la BBC que le dossier sur les ADM irakiennes avait été « *exagéré* ». Un procès est en cours pour déterminer les circonstances de sa mort.

L'occupation s'installe dans la durée, les attaques et sabotages par des 'terroristes' aussi (terroriste est un mot qui a toujours été utilisé par des forces d'occupation comme la France en Algérie, les Usa au Vietnam, l'Allemagne nazie en France, etc.). Les soldats inondent les Usa de mails pour demander de quitter l'Irak. Pour des millions d'américains et de britanniques, la réalité de la guerre saute aux yeux : c'est une guerre déclenchée sur des motifs bidons et les soldats ne sont pas des héros libérateurs mais une force d'occupation. Septembre 2003 sera un mois d'action internationale contre la guerre en Irak, à nous d'en faire un mois contre l'impérialisme qui sévit en Irak, Palestine, Colombie, Côte d'Ivoire...

Thomas, [Dunkerque]

## Sources

- Bush, obscène mécanicien de l'empire, Arundhati Roy, 08 avril 2003, *Le Monde*
- Collateral language, Interview de Noam Chomsky, juillet 2003, [www.zmag.org](http://www.zmag.org)
- Le meilleur des mondes selon Washington, Noam Chomsky, août 2003, *Le Monde Diplomatique*
- Délires paranoïaques et culture de la haine en Amérique, Denis Duclos, août 2003, *Le Monde Diplomatique*
- Ramenez-nous à la maison, 10 août 2003, *The Observer*, [www.paxhumana.info/article.php?id\\_article=228](http://www.paxhumana.info/article.php?id_article=228)

## Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée,

que le racisme augmente... Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité. Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main. Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

## Abonnez-vous ! Prenez contact !

- ▷ Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro ..... ) 10€ pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- ▷ Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet dans l'Etat espagnol)
- ▷ Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :  
 ..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)  
 ..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)  
 ..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)  
 ..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : ..... euros  
 Chèque à l'ordre de RCJ

Nom ..... Prénom.....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Téléphone ..... e-mail .....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.  
 mail : [jcr@jcr-red.org](mailto:jcr@jcr-red.org) — web : [www.jcr-red.org](http://www.jcr-red.org)

# Appel du Larzac 2003

- Pour le retrait des troupes d'occupation de l'Irak
- Pour la justice en Palestine

Appel initié lors du rassemblement du Larzac pour construire la mobilisation du 27 septembre.

Il été débatu, sur la base d'un appel du MIB, CCIPP, réseau Résistances citoyennes, mouvement pour la justice en Palestine et ACG (soutenu par Alternative libertaire, JCR et Socialisme par en bas / L'Étincelle) lors d'une réunion dimanche 10/08 où étaient présents 80 personnes

Étaient représentés : MIB (Mouvement immigration banlieues), CCIPPP (missions civiles de protection du peuple Palestinien), ACG (agir contre la guerre), Collectif anti-guerre 69 (Rhône - Lyon), AFPS (association France Palestine solidarité), collectif Palestine pau, Collectif Antiguerre montauban, collectif artistes contre la guerre marseille, COSPP Orly, Ecrans citoyens Paris, Collectif Palestine Millau - Aveyron, collectif contre la guerre en Irak Longwy - 54, collectif valenciennais contre la guerre, LCR Valenciennes, mission civile Audoise - Carcassonne, collectifs antiguerre Aubenas et Marseille, CCIPPP Lille, Motivé-e-s Toulouse, Anaram au Patac Pau, Calumet de la paix Grignan, La grenouille Caen...

*Nous, militants et militantes de différents réseaux, réuni-e-s au Larzac 2003, lieu de convergences des luttes, reprenons à cette occasion d'appel de Djakarta pour une journée de mobilisation internationale le 27 septembre contre la guerre et les occupations.*

*Aujourd'hui, l'occupation de l'Irak s'installe et développe les institutions de domination et de pillage du pays.*

*Dans le même temps, Israël passe du déni des droits du peuple Palestinien à la menace de son existence même.*

# Sommaire

2 Actualité internationale

## Monde

4 L'Afrique saignée par les grandes puissances  
La feuille de route vers la fin du peuple palestinien

5 FSE : rendez-vous à Paris... contre le capital et la guerre  
Pour une résistance internationaliste à l'occupation en Irak

## Dossier : « 2<sup>e</sup> round contre le gouvernement »

6 Contre la douche froide des réformes, la canicule sociale doit reprendre  
La jeunesse dans le mouvement  
80 % d'une classe d'âge au bac ?

7 Les intermittents du spectacle ne sont pas des marionnettes  
Partout en Europe : résistance au capitalisme !

8 Que faire sur son lycée ?  
A qui profite l'école ?  
La démocratie au lycée ?

## Hexagone

9 Larzac 2003 : la marée humaine  
La question du voile islamique au lycée  
5 000 morts suite à la canicule

## Histoire

10 Malcom X

## Kultur

11 Rencontres internationales de jeunes  
Interview de Ska-P

*Le combat qui a été mené contre la guerre par des millions de personnes à travers le monde se poursuit.*

*Nous appelons à rejoindre la mobilisation internationale du 27 septembre en organisant en France une journée internationale de manifestations pour :*

- le retrait des troupes d'occupation de l'Irak
- la justice en Palestine

# Lutter contre l'impérialisme, l'urgence

Les journaux sont continuellement remplis du fracas des guerres et des conflits qui éclatent partout dans le monde. Pas un jour ne s'écoule sans son lot de cadavres et de blessés. Vu par la petite fenêtre de la télévision ou des journaux, le monde semble sombrer dans un chaos incompréhensible. Pourtant, derrière ce désordre apparent, se cache un ordre bien huilé, qui sert des intérêts bien déterminés.

## Le capitalisme, une réalité globale

Parler de « mondialisation » ou de « globalisation » aujourd'hui, ce n'est que rappeler un fait tout simple : le système dans lequel nous vivons, le système capitaliste, est devenu une réalité globale. Avec la chute de l'URSS, il n'existe plus de système économique et social fonctionnant selon des modalités différentes. Le capitalisme recouvre l'ensemble de la planète et pas une seule activité humaine n'échappe à son emprise. Même l'agriculture familiale du Tiers monde est aujourd'hui intégrée dans le cadre du marché mondial. La planète est

devenue un gigantesque marché sur lequel s'écoulent chaque jour des milliards de tonnes de marchandises produites au quatre coin du monde.

Cela a pour conséquence qu'aucune société aujourd'hui ne peut vivre de son côté, isolément des autres. L'ensemble des pays, des nations et des peuples de la planète vivent sous le joug de la loi du profit et de la rentabilité. Seules quelques rares communautés humaines échappent encore pour le moment, et seulement partiellement, à la réalité de ce système.

Bien que le capitalisme « unifie » le monde, toutes les populations ne se retrouvent pas pour autant sur un pied d'égalité. La France a possédé pendant une très longue période un véritable empire colonial, dont il lui reste encore une partie (Kanaky, Polynésie, Guyane, Guadeloupe, Martinique...). Et aujourd'hui, l'Etat français reste une puissance dominante de nombreux pays africains. Cette position dominante lui permet de livrer l'économie de ces pays à ses entreprises (TotalFinaElf, Bolloré, Bouygues, EdF...). Si la France

intervient aujourd'hui en Côte d'Ivoire, ou au Congo, ce n'est en aucun cas pour les droits de l'homme ou la démocratie. Il s'agit simplement de garantir la sécurité des entreprises et des investissements français dans ces pays.

## Défaire l'impérialisme est aujourd'hui une nécessité !

Derrière le chaos et le soit disant désordre mondial, il y a donc un système parfaitement huilé. Un système qui permet de piller jour après jour les pays et les populations du Tiers-Monde pour satisfaire les exigences de profit du capitalisme. C'est à cela que servent les structures comme la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC ou le G8 : à assurer le bon fonctionnement de ce système.

Jusqu'à présent, la meilleure arme à disposition des impérialistes restait la dette, qui permettait de drainer massivement les richesses du Sud vers le Nord.

Mais avec la disparition du Bloc de l'Est et l'émergence d'une véritable crise mondiale, les grandes puissances sont en train de procéder à un nouveau découpage du monde. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Profitant de leur situation de super-puissance, les Etats-Unis tentent de s'approprier directement de nouvelles parties du monde, ainsi que les ressources et les matières premières qui vont avec. Et d'autres puissances, comme la France, interviennent pour défendre leurs possessions.

La guerre est donc devenue le nouveau mode de gestion du capitalisme au niveau

national et international. Car les interventions armées à l'extérieur ne sont que le reflet du déploiement policier à l'intérieur. Partout dans le monde, les jeunes et les salarié-e-s subissent quotidiennement l'oppression, l'exploitation et la guerre. Tout cela n'a qu'un objectif : sauvegarder le système capitaliste et ses profits. Il n'y a qu'une réponse possible : un front international de résistance, un vaste mouvement de solidarité qui mette fin au pillage organisé des pays du Tiers Monde. Car nous pouvons être sûr d'une chose : l'Irak n'est que le début d'une longue guerre.

**Camille**, [Rennes]

# édito

Voilà déjà la rentrée, rentrée qui s'annonce chargée en lutte, après un été... particulier. En effet, dernièrement, on a beaucoup parlé des conséquences meurtrières de la canicule. Et ce qu'on a entendu fut à peu près ceci : « En été il fait chaud, c'est la vie. Les vieux qui sont plus fragiles meurent davantage, c'est aussi la vie. » Ce discours qui développe l'idée qu'il est naturel que les plus forts survivent aux plus faibles oublie que les températures se prévoient et qu'on peut donc s'en protéger. Ce n'est pas non plus par hasard que les SDF meurent plus de froid l'hiver que les patrons. Mais c'est sûr que pour le patronat et le gouvernement qui sert ses intérêts, c'est plus rentable d'accuser la nature, la fatalité. Car tout ce qui ne fait pas de profits, par exemple plus de personnel médical et plus de moyens alloués à la santé — ce qui aurait permis d'éviter bon nombre de ces décès, est en train d'être détruit par la classe dirigeante. C'est dans cette logique que fut réalisée la réforme des retraites (ou « comment travailler plus pour gagner moins »), la décentralisation des ATOSS, les attaques contre le statut des intermittents et toutes les attaques que prévoit le gouvernement contre la sécurité sociale, la décentralisation de l'éducation, la privatisation des services publics ou encore la mise en place du RMA. C'est 50 ans d'acquis sociaux gagnés par la lutte des travailleurs que la bourgeoisie compte détruire.

Mais la résistance s'organise comme en mai-juin avec des milliers de travailleurs dans la rue. Et même si la réforme est passée, ce sera autant d'expérience de lutte et de contacts noués pour mieux repartir à la rentrée. Et cet été, ce sont les intermittents du spectacle qui ont pris le relais. Faisons tout pour qu'à la rentrée, ce soit tous ensemble, public, privé, jeunes scolarisés, qui mettions enfin un coup d'arrêt au gouvernement CRS.

Et pendant ce temps, dans un pays qui vient d'être ravagé par les bombes, la résistance continue contre les troupes d'occupation avec des soldats américains qui sont tués presque tous les jours et la récente attaque contre l'ONU. On a entendu des esprits bien pensants s'affoler de ce « crime contre la communauté internationale ». Mais quelle communauté internationale ? Ces personnes-là, si elles avaient été irakiennes, ce seraient à coup sûr rendu compte que c'est cette même ONU qui avec son embargo a, selon ses propres chiffres, tué 1 million de civils irakiens. On va pas leur refaire, les Irakiens ont bien compris que pour pouvoir s'auto-déterminer, il faut qu'ils se débarrassent des troupes d'occupation, quelles qu'elles soient, car ces troupes ne sont là que pour servir les intérêts des différents impérialismes mais en aucun cas les leurs. Le 27 septembre aura lieu une manifestation internationale, à l'occasion de l'anniversaire de la 2<sup>ème</sup> Intifada, manifestation contre toutes les troupes d'occupation que leurs casques soient verts ou bleus. Ce sera l'occasion de manifester notre solidarité entre opprimés, de relancer le mouvement international contre la guerre, et d'instaurer un rapport de force contre l'impérialisme et aussi contre notre propre gouvernement qui mène une véritable guerre sociale contre nous ainsi qu'une réelle politique colonialiste en Afrique.

Et un mois plus tard se tiendra à Saint-Denis la seconde édition du Forum Social Européen. Le rendez-vous du Larzac ce mois d'août représente une étape réussie dans la mobilisation, et nous devons nous mobiliser dès aujourd'hui, sur nos facs, nos lycées, nos lieux de travail contre toutes les attaques impérialistes et préparer le 2<sup>ème</sup> round contre le patronat et le gouvernement, et aussi préparer ces initiatives qui sont de nouvelles étapes dans la construction d'une résistance internationale des opprimés face aux attaques des classes dominantes.



## La feuille de route vers la fin du peuple palestinien

Les accords d'Oslo (signés en 1993) devaient aboutir à la création d'un état palestinien. On en voit aujourd'hui les résultats : multiplication des colonies juives ; destructions planifiées et aggravation des conditions de vie des palestiniens. La politique de l'état sioniste a abouti à transformer la bande de Gaza et la Cisjordanie en un bantoustan, c'est-à-dire un territoire délimité, sous surveillance israélienne, réservé aux palestiniens. Ceci rend de moins en moins crédible la perspective de cet état palestinien indépendant qui côtoierait Israël. La feuille de route s'inscrit dans la continuité politique internationale de créer un état palestinien indépendant. Elle n'est que la reprise des différents plans qui ont déjà eu lieu.

La feuille de route se présente comme un plan de paix qui se délimite dans le temps, contrairement aux accords d'Oslo. En 2004-2005, elle devrait aboutir à « un état palestinien indépendant, démocratique et viable aux côtés d'Israël et des pays arabes limitrophes ». Elle prévoit des mesures qu'Israéliens et palestiniens doivent prendre pour mettre fin au conflit dans les domaines politiques, sécuritaires, humanitaires... Tout ceci sous l'œil permanent du quatuor Etat-Unis, Europe, ONU, Russie.

Depuis deux ans, Israël construit une « barrière de sécurité » autour de la Cisjordanie, longue de 360 km (120 km sont actuellement construits) et haute de 5 m à 8 m. Ce mur de l'apartheid ne respecte pas les frontières de 1967, il sépare les villages et les familles et il construit de fait la frontière du futur « Etat palestinien ». La feuille de route ne parle même pas de cette initiative israélienne. Pas plus qu'elle ne condamne les entrées répétées de l'armée israélienne dans les camps palestiniens.

Une fois de plus le peuple palestinien est victime d'une coalition des différents intérêts des grandes puissances impérialistes. Cette feuille de route découle des nouveaux rapports de force actuels : période de recolonisation du monde, guerre américaine contre l'Irak et guerre israélienne contre la Palestine. Elle institutionnalise les occupations d'Israël depuis 1967. Le seul objectif de cette feuille de route est de mettre fin à un mouvement populaire qui menace les intérêts des grandes puissances au Moyen-Orient. En aucun cas, elle ne remet en cause, ni ne condamne le projet sioniste du gouvernement israélien, c'est-à-dire la volonté d'expansion coloniale et la déportation des palestiniens. C'est pourquoi Israël a signé cette feuille de route. Bien qu'elle soit la 4<sup>e</sup> armée du monde, celle-ci n'arrivait pas à mettre fin à la révolte populaire palestinienne.

L'autorité Palestinienne a également signé cette feuille de route, sans même avoir consulté son propre peuple (la majorité du peuple palestinien est contre cette

feuille de route). La feuille de route permet à l'Autorité palestinienne de se maintenir et de revenir sur le devant de la scène internationale et locale. L'autorité palestinienne n'a plus aucun intérêt à un mouvement de libération nationale qui ne pourrait que remettre en cause sa légitimité suite à ses trahisons répétées pour garder le contrôle des soulèvements palestiniens. L'autorité (qui représente la bourgeoisie palestinienne) et la majorité du peuple palestinien n'ont pas les mêmes intérêts. L'autorité veut garder le pouvoir et détruit toute tentative de mouvement démocratique libération qui correspond aux revendications de son peuple.

Le peuple palestinien doit donc mener la bataille sur plusieurs fronts, contre l'impérialisme américain, contre le sionisme et contre son propre gouvernement. Les travailleurs israéliens et palestiniens ont tout à gagner dans la création d'un seul état laïque et démocratique sans exploitation ni oppressions. Cet état passe par la reconnaissance d'un état palestinien autonome, indépendant et démocratique. Cela n'est possible que par la lutte des palestiniens contre l'oppression sioniste. Nous soutenons cette lutte. Nous devons faire du 27 septembre, anniversaire de la seconde intifada, une immense manifestation contre la recolonisation guerrière du monde, pour la liberté du peuple palestinien, pour le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires occupés et pour le démantèlement de toutes les colonies !

Claire et Raphaël, [Paris]



## L'Afrique saignée par les grandes puissances

en bref

### No border - Cologne (Allemagne)

La police encercler et attaque le camp ! 250 arrestations et des dizaines de blessés ! Dès le début de la matinée du Samedi 9 Aout des incidents sporadiques ont opposé des petites groupes de militants du campement antiraciste No Border (Cologne) aux forces de l'ordre qui les empêchaient de sortir du camp pour aller contrer une manifestation néonazie dans un quartier de la ville. Certains policiers ont donc été copieusement arrosés de fruits pourris, entre autres faits notables. Plus tard, le ton s'est nettement durci lorsque plus de 500 policiers en tenue anti-émeute ont encerclé le camp. Ils ont copieusement arrosé tout le campement avec des gaz lacrymogènes ce qui, du fait de la chaleur extrême (+ de 40°C !) a occasionné de nombreuses brûlures. Lorsqu'ils ont essayé de pénétrer dans le camp ils se sont heurtés à une résistance massive et solidaire des militant-es. Puis ils ont donné la possibilité à ceux/elles qui le désiraient, de sortir à condition d'être filmé-es, voire arrêté-es puisqu'ils avaient apparemment une black-list établie grâce aux vidéos et photos qu'ils auraient prises durant la semaine d'action. 300 personnes ont refusé de sortir, en solidarité avec les sans-papiers présents. Finalement environ 250 personnes ont été arrêtées, dans le calme, mais certains ont échappé à l'arrestation... la prison était pleine !!! Des manifestations de solidarité ont eu lieu tout le week-end partout en Allemagne (Kiel, Berlin, Leipzig...) plus de renseignements (anglais, allemand) : <http://www.noborder.org> <http://germany.indymedia.org> <http://www.nadir.org/nadir/kampagnen/camp03/index2.html>

Le 11 août, Charles Taylor, le président libérien, a quitté le pays sous la pression de mouvements rebelles qui réclamaient sa démission. Et la question est de savoir maintenant si son départ permettra de ramener la paix dans un pays déchiré par la guerre civile. Personne ne regrette son départ. Celui-ci n'est qu'un truand n'hésitant pas à commettre les pires crimes pour s'enrichir impunément. Il arrive au pouvoir au Libéria grâce à une armée de rebelles, principalement composés d'enfants drogués qui violaient et mutilaient la population civile. Le pillage des richesses du pays (or, diamants, bois précieux...), ainsi que celle des habitants, se généralisent sous son gouvernement.

Les grandes puissances ferment complaisamment les yeux sur les activités de Taylor en échange d'avantages militaires et économiques : les Etats-Unis peuvent utiliser le pays comme point de ravitaillement pour leurs avions et navires militaires, la France s'oppose pendant très longtemps à un embargo sur le commerce du bois précieux dont le groupe Bolloré profite largement. Elle finira quand même par céder en 2000 lorsqu'un rapport de l'ONU dénoncera l'implication de Taylor dans le trafic des « diamants de sang » (celui-ci soutenait les rebelles sierra-léonais du Front Révolutionnaire uni, célèbres par leur habitude de couper les membres de leur victime, en échange d'un trafic de diamants).

### Interventions militaires et pillage économique

Pourtant, vu l'ampleur que prend la guerre civile, Les Etats-Unis se sont retrouvés obligés d'envoyer des soldats soignant pour rétablir l'ordre. Le désordre politique est tel et les « guerres tribales » font preuve d'une telle cruauté que les grandes puissances sont obligées de lever le voile sur leur prétendue neutralité : la Grande Bretagne intervient militairement en Sierra Leone, la France envoie des armées en Côte d'Ivoire et au Congo. Depuis la décolonisation, les grandes phrases sur l'indépendance des pays africains servaient à masquer les moyens illégaux utilisés par les pays colonisateurs pour préserver sa « chasse gardée ».

A ce petit jeu-là, la France n'a pas manqué d'imagination, ni d'énergie pour

conserver ses possibilités d'exploitation économique. Il y eut bien sûr les guerres d'Indochine et d'Algérie. Mais quand elle vit que cela ne suffirait pas à contenir les aspirations d'indépendance des peuples colonisés, elle changea de tactique : les nouveaux gouvernements mis en place furent truffés de directeurs, de conseillers, de coopérants techniques chargés de veiller au respect des intérêts de la France, alors, que dans le même temps, elle ne se gênait pas pour assassiner les dirigeants de mouvements populaires qui refusaient de se laisser corrompre (au Cameroun, Ruben Um Nyobé fut assassiné en 1958 et son successeur, Félix Moumié, fut empoisonné à Genève deux ans plus tard). La France accorda l'indépendance en échange du maintien de bases et de troupes militaires. Tout fut fait pour préserver les intérêts économiques français et pouvoir continuer à piller allégrement ses pays.

### L'impérialisme, source de guerres et de tensions

Aujourd'hui, les peuples africains payent les pots cassés de la misère dans laquelle les ont plongés les puissances européennes et américaines. Le procès des dirigeants d'Elf a permis de révéler le fonctionnement des multinationales au sein de ces pays : le groupe français versait des sommes d'argent importantes aux chefs d'Etat du Gabon, d'Angola, du Cameroun et du Congo. La corruption est institutionnalisée pour pouvoir se permettre de faire des milliards de bénéfices sur le dos des populations à qui on laisse à peine quelques miettes.

La violence, qui se déchaîne dans les pays africains à travers les affrontements armés, n'est pas le fruit d'une folie cruelle et gratuite mais bien le résultat d'un siècle de colonisation et de dépendance économique et militaire à l'égard des grandes puissances. Etre solidaire de ces peuples nécessite de combattre avant tout les différents impérialismes et notamment l'impérialisme français, principaux responsables du déclin de ces pays. La paix et la démocratie ne sont pas possibles dans le système mondial actuel où militarisme et capitalisme sont définitivement liés.

Jimmy, [Bordeaux]

## FSE 2003 : Rendez-vous à Paris...

## Contre le capital et la guerre

### De Porto Alegre à Florence

A première vue, Davos est un lieu de divertissement hivernal pour petits bourgeois en mal de sensation comme les autres. Mais derrière cet aspect relativement inoffensif, Davos est aussi depuis 1971 le lieu où se réunissent les grands cravateurs fumeurs de cigares pour organiser, à l'occasion du Forum Economique Mondial, la libéralisation de l'économie mondiale. Mais depuis 2001, plusieurs associations, syndicats et orgas politiques partageant la même volonté d'en finir avec ce système pourri et affirmant toutes que d'autres mondes sont possibles, ont décidé de réagir contre l'infamie davosienne en créant leur propre forum : le Forum Social Mondial (FSM). A la station suisse guindée, ils substituent Porto Alegre, ville portuaire brésilienne réputée pour ses expériences de démocratie participative, et à « chemise-cravate-cigare » ils opposent « T-shirt-casquette-pétard ». Le FSM n'a pas pour objectif de prendre position sur telle ou telle question ; c'est un espace de discussion entre des courants parfois très différents qui permet de coordonner les mouvements de résistance à la mondialisation libérale. Pour favoriser cette coordination à toutes les échelles, des forums sociaux locaux sont organisés partout à travers la planète depuis 2002 : Forum Social Africain, Asiatique... Des forums sociaux se mettent également en place dans certaines villes : Marseille, Saint-Etienne... C'est dans cette procédure d'essai que s'inscrit le Forum Social Européen (FSE), dont le premier s'est tenu à Florence en 2002.

des membres du gouvernement Jospin venir jouer les altermondialistes, et des grandes entreprises financer en parti ces forums. Mais à Porto Alegre comme à Florence, force est de constater que ces tentatives de récupérations n'ont pas empêché un profil radical et quelques débouchés, par exemple la naissance de l'appel à l'origine du réseau « G8 illégal » à Florence. Ainsi nous avons complètement notre place dans ce mouvement « qui permet de faire avancer un projet alternatif à une échelle de masse ».

Guillaume, [Lyon]



© Sylvain Cherkaoui

Après le million de manifestants contre la guerre au Forum social européen de Florence, le défi va être difficile à relever pour cette nouvelle édition. Surtout que les organisateurs n'ont pas l'air pour l'instant de souhaiter qu'il soit très militant et très à gauche : une manifestation devrait avoir lieu, mais elle n'est pas pour l'instant annoncée publiquement, et le contenu des forums n'est pas très offensif. Mais, comme celui de Florence, ce FSE sera surtout ce que nous en ferons ! Si nous voulons que ce FSE soit massif, il faut que

nous organisons, dans les facs, les lycées, les quartiers, des « forum sociaux locaux » pour mobiliser, discuter, organiser des cars, dès septembre.

### Pour un FSE au cœur des luttes.

Si nous voulons que ce FSE soit au cœur des luttes, et pas simplement un endroit où on en parle, c'est de notre responsabilité ! Première chose, il faut qu'il y ait une manifestation réussie, qui soit préparée dans tous les collectifs de préparation. Deuxième chose, il faut que le maximum de militants des mobilisations soient présents, pour porter leurs mots d'ordre, expliquer comment se passent les luttes... Nous devons faire passer le message que, pour qu'un « autre monde soit possible », il faut des mobilisations sociales contre notre gouvernement, pas simplement des discours sur « les libéraux », ou « le libéralisme américain », comme peuvent être tentés d'avancer les directions des syndicats ou associations organisant le FSE. Les mobilisations contre le gouvernement, pour de nouveaux droits, les mobilisations cont-

re la guerre doivent être au cœur du FSE, pour que le débat qui y ait lieu soit de savoir ce qu'on fait pour se mobiliser dès maintenant. Quand on parle de mondialisation, de guerre, de libéralisme, il est clair pour nous, que ce ne sont que différentes façons pour les classes dominantes d'augmenter leurs profits sur le dos des peuples. Le principal problème est maintenant de réagir !

### Changer de société.

Pour les militants révolutionnaires, il est essentiel aussi d'expliquer notre projet de société. Des milliers de jeunes viennent dans ce type de rassemblement pour affirmer qu'un autre monde est possible, à nous de proposer notre démarche : on ne peut pas réformer cette société, il faut renverser l'Etat actuel (avec sa police, son fonctionnement au niveau social...) et organiser une nouvelle société dirigée par ceux qui produisent. C'est la condition pour arriver à construire une société égalitaire. Cette lutte, elle commence dès maintenant dans l'ensemble des luttes sociales auxquelles nous participons et qui seront discutées au FSE.

C'est pour dire cela que nous participons au FSE et que nous organiserons un meeting des jeunes révolutionnaires, avec l'ISG (section britannique de la IVe Internationale), et d'autres organisations de jeunes révolutionnaires en Europe.

Antoine, [Jussieu]

### Les orientations du FSE 2003

La deuxième édition du FSE devrait attirer entre 30 et 50 000 personnes dans le quartier de La Villette de notre chère capitale du 12 au 15 novembre prochain. Le forum principal s'articulera autour de 5 grands axes : contre la guerre et les politiques impérialistes, « contre le néolibéralisme, le patriarcat, pour une Europe des droits, sociale et démocratique », contre la logique du profit et pour une société écologiquement soutenable, contre la marchandisation de la culture et de l'éducation, et enfin contre le racisme, la xénophobie et l'exclusion. En dehors de ce forum central, accessible principalement à des personnes mandatées par des orgas, se dérouleront de nombreux autres débats et ateliers plus ouverts. Il y a de fortes chances pour que ce FSE se déroule sur fond de lutte sociale en France, notamment sur les questions de l'éducation et de la Sécu : il pourrait alors être une chance unique de faire le lien entre ces luttes et la mondialisation libérale. Il pourra aussi permettre de coordonner la mobilisation contre la signature du traité constitutionnel européen en décembre à Rome.

### Pourquoi participer ?

Certes, les forums sociaux sont loin d'être parfaits. D'abord parce que les partis politiques ne peuvent être parties prenantes de l'organisation ou du contenu des débats (même s'ils peuvent apporter leur soutien), ce qui limite les débouchés politiques. Aussi parce qu'ils peuvent être récupérés pour se donner une image socialement concernée : ainsi on a pu voir à Porto Alegre

## Pour une résistance internationaliste à l'occupation en Irak

### Interview avec un militant révolutionnaire au Liban.

Au printemps dernier, RED est parti à la rencontre de Camile, membre du Groupe Communiste Révolutionnaire, un groupe sympathisant de la 4<sup>ème</sup> Internationale au Liban qui, après plusieurs années d'interruption, reprend la publication de son bimensuel *Ma Al-'amal ? (Que faire ?)*. L'occupation américaine en Irak est évidemment au centre de l'entretien.

La volonté américaine de redessiner la carte du Moyen-Orient est un vrai danger. Donc nous essayons d'initier un travail interarabe pour encourager la résistance. Le Parti Communiste Irakien - dont la direction est revenue d'exil - préfère aujourd'hui travailler ouvertement, et les imams n'appellent pas à la résistance. Mais la résistance est essentielle, sinon les Américains resteront longtemps en Irak et pourront étendre leur influence. Il faut contraindre les Américains au départ. Ça pourrait être un bon départ pour libérer le Monde arabe de l'hégémonie impérialiste. Si la résistance irakienne s'organise (c'est la condition nécessaire), des gens pourraient venir du Monde entier pour l'aider. Tout le monde est concerné car, sinon, qui empêchera les Américains de faire des guerres ailleurs ? La « guerre sans limites » dépend beaucoup de la réussite de l'occupation en Irak. C'est pour cela qu'il faut un front commun le plus large possible, mais ce n'est pas dit que les islamistes

acceptent un tel front. Ça dépendra notamment de l'influence iranienne sur les islamistes chiites. Or les Américains ont dicté des conditions à tous les pays de la région ; l'Irak et la Syrie doivent fermer leurs frontières avec l'Irak et ne pas aider la résistance. Des réformistes iraniens se sont déjà déclarés prêts à un consensus avec les Etats-Unis, et la Syrie a accepté de fermer des bureaux d'organisations palestiniennes à Damas. Ça montre bien la nature des régimes de la région. Donc il faut une résistance de masse, y compris contre ces régimes.

Au début de l'occupation, les Américains ont violemment réprimé des manifestations en faisant des dizaines de tués à Falluja et à Mossoul. Mais ça montre que la résistance est possible, d'autant plus qu'il y a eu des rassemblements massifs hostiles à la présence américaine. Les troupes d'occupation le savent et c'est pour cela qu'ils veulent qu'une force multinationale prenne le relais de la coalition. Donc il faut une résistance maintenant pour dissuader la mise en place

d'une telle force, mais si elle arrive, il faudra aussi la combattre, même si elle est composée de contingents africains. C'est difficile d'anticiper ce qu'il va se passer, mais il est certain qu'il y a un terrain favorable pour notre message. Les islamistes du gouvernement turc sont pro-américains, mais il est significatif qu'ils n'aient pas autorisé les Américains à lancer leurs attaques contre l'Irak depuis la Turquie, parce que leurs électeurs y sont vraiment opposés.

En tout cas, la question de la résistance en Irak peut être un bon départ pour reconstruire la gauche arabe. Le Parti Communiste Libanais envisage une conférence de la gauche communiste arabe sur la question irakienne, mais la direction du parti cible aussi les nationalistes, les nassériens et les baathistes. Nous on préfère commencer avec la gauche révolutionnaire, mais il est important de faire pression sur les partis communistes pour qu'ils s'engagent concrètement dans l'action internationaliste. C'est cela qui nous caractérise, en tant que Groupe

Communiste Révolutionnaire : on défend un internationalisme de masse. Nous sommes pour la révolution arabe et l'unification d'un Monde arabe socialiste et démocratique, libéré de l'hégémonie impérialiste. Evidemment, c'est une vision sur le long terme. Mais on y travaille, non seulement en dialoguant avec d'autres groupes marxistes du Monde arabe, mais aussi au sein de la gauche libanaise avec laquelle on peut mener des batailles communes pour l'abolition du confessionnalisme politique, contre les privatisations, le chômage, la mondialisation. On mène ensemble des campagnes de solidarité avec la Palestine, pour la libération des prisonniers libanais en Israël, et nous poussons pour un dialogue sur nos conceptions de la démocratie au sein du mouvement et au sein des organisations politiques. Tout cela demande à mûrir, mais la dynamique est engagée.

Propos recueillis par Gustavo,  
correspondant à Beyrouth



## Contre la douche froide des réformes, la canicule sociale doit reprendre !!!

**L**a direction du mouvement Mai-Juin 2003 qui a crié très vite victoire et nous a promis un printemps chaud qui renvoie à l'esprit un Mai 68 s'est essoufflé en cours de route ce qui soulève de nombreuses questions sur les perspectives de la rentrée.

Pourquoi ce mouvement qui avait au départ conduit à une mobilisation de masse n'a pas réussi à faire reculer le gouvernement ? La ténacité de celui-ci pouvait s'expliquer par le fait que les centres de décision ne sont plus tout à fait nationales ? (OMC, Europe) Pourquoi le mouvement altermondialiste très présent sur les luttes qui touchent à la globalisation était moins fort sur le terrain de luttes sociales ? Pourquoi la direction syndicale était incapable de diriger et de prendre les décisions adéquates ?

Toutes ces questions méritent des réponses plus élaborées que l'espace ne

permet pas de traiter dans cet article. Pour tenter d'y répondre en partie il est indispensable de comprendre quelles furent les attaques du gouvernement et face à cela comment nous devons nous organiser afin que le mouvement reprenne de manière efficace à la rentrée.

### Les attaques du gouvernement

Selon le gouvernement l'augmentation de la durée de cotisations est la seule réforme possible car si le taux de cotisations des employeurs s'élève, cela portera atteinte à la compétitivité des entreprises ; et il est également normal de travailler plus longtemps car nous vivons plus longtemps. Mais allonger la durée de cotisations ne créera aucun emploi supplémentaire dans la mesure où les salariés les plus âgés occuperont des emplois qui devraient revenir aux jeunes, arrivés sur le marché du travail. Le gouvernement veut anesthésier et diviser les

citoyens. Aujourd'hui les salariés du public sont accusés d'être des privilégiés et en 2005 les salariés du privé se feront voir passé leur durées de cotisations à 42 voir 45.

Pour l'assurance maladie, il s'agit de baisser la couverture santé pour les maladies les plus courantes (c'est-à-dire les plus nombreuses et les plus coûteuses). Mais cela implique aussi le recours individuel aux mutuelles ou autres assurances santé pour compenser les remboursements de plus en plus faibles. La bonne santé de la bourse est plus importante que celle des êtres humains...

La réforme ECTS/LMD permet aux universités de créer des diplômes sans cadres nationales donc sans correspondance avec les conventions collectives et sans garantie d'équivalence entre les universités. Le deuxième aspect de la réforme est la constitution de pôles régionaux, le but est d'organiser des formations proches des intérêts des patrons.

### Attaques d'ensemble ? Grève générale !

Il faut résister en construisant l'unité, sans être aveuglé par la propagande du gouvernement qui veut diviser les salariés pour ensuite égaliser les statuts par le bas. Le mouvement doit repartir dès la rentrée avec des AG interprofessionnelles partout : elles sont la meilleure façon pour chacun-e (surtout des jeunes dont c'est la première grande grève) de comprendre en pratique que ses intérêts ne sont pas liés à son entreprise ou à son secteur mais bien à ceux de tous les travailleurs-ses.

La critique des syndicats doit aussi continuer, car s'ils peuvent être utilisés comme structures pour soutenir le mouvement, ils ont été un frein en mai-juin-juillet puisque

soit les directions syndicales ont signé les accords, soit elles ont simplement demandé une renégociation.

Les jeunes sont les plus à même de soutenir cette radicalisation et cette unification du mouvement. En effet, ils subissent les réformes dans tous les secteurs, qu'ils soient travailleurs ou étudiants, et savent que le gouvernement ne fait encore que préparer le terrain pour l'ultralibéralisme de demain, qu'ils subiront de plein fouet : c'est tout l'apport de réflexions et de luttes du mouvement altermondialisation qui trouve ici sa place.

**Aurelie, Suzanne et Rola, [94]**

## La jeunesse dans le mouvement

**A**près la canicule du mois d'août, on annonce une rentrée sociale plutôt chaude pour le gouvernement CRS. La grogne de mai-juin ne s'est pas évaporée pendant l'été (les intermittents du spectacle ont « animé » l'été), et le mouvement social peut repartir de plus belle dès la rentrée. Quelle est donc la place de la jeunesse à la rentrée par rapport au mouvement social ?

La jeunesse a toute sa place dans le mouvement social car nous sommes autant touchés que le reste de la population (voire plus notamment en ce qui concerne l'éducation) par ses réformes. La place de la jeunesse est donc aux côtés des travailleurs.

Mais la jeunesse en plus d'avoir toute sa place possède un rôle important dans le mouvement social. En mai et en juin, la jeunesse a été peu présente particulièrement en ce qui concerne la jeunesse scolarisée. La lutte contre le gouvernement CRS passe par la grève générale qui est notre seul moyen de faire reculer ce gouvernement. C'est-à-dire qu'il faut une mobilisation de tous les travailleurs (et les jeunes travailleurs en particulier) et de la jeunesse scolarisée pour pouvoir faire plier le gouvernement CRS. L'histoire a montré le rôle moteur que la jeunesse peut avoir (notamment en mai 68). La jeunesse peut donc jouer un rôle prépondérant ce qui ne peut

qu'aider le mouvement social dans la lutte.

Par ailleurs, la jeunesse au sein du mouvement social est aussi là pour apporter les revendications qui sont les siennes, par exemple concernant les retraites, un salaire anticipé pour les jeunes pendant leurs études ou la prise en compte des années d'études dans le calcul de la retraite.

Il faut donc que nous soyons bien conscients que notre place en tant que jeunes est d'être partie intégrante du mouvement social et que notre rôle est important peut-être même décisif. Maintenant comment faire pour que le mouvement se (re)mette en place ?

La première étape est la préparation d'assemblées générales et ceci dès la rentrée en recontactant bien sûr tous les gens mobilisés lors du mouvement de Mai-Juin ainsi que les différents syndicats et associations prêts à bouger. L'AG permet ainsi d'informer (sur la mise en place des réformes ainsi que sur les nouvelles réformes), de débattre et d'apporter des revendications spécifiques à la jeunesse si besoin est.

La seconde étape est de pousser à la mise en grève du personnel (et des étudiants pour les lieux d'études). Notre rôle est de faire comprendre que notre seul moyen de pression sur le gouvernement, c'est la grève. Il faut donc pousser en AG pour que les gens présents se mettent en grève mais également pousser à la participation de tout le monde à l'extension de la

grève (diffusion de tracts, affichage, interventions dans les différents lieux de travail, etc...).

La troisième étape est de pousser à l'union de toutes les personnes en lutte, aussi bien entre la jeunesse scolarisée et les personnels scolaires qu'entre les différents lieux mobilisés, et qu'entre les différents secteurs mobilisés. La création de coordination et d'AG interprofessionnelles ainsi que la participation à ces dernières, permet de renforcer le mouvement par une meilleure cohésion. Le but de cette cohésion et de cette organisation des personnes en lutte, c'est d'arriver à la grève générale qui est notre seul moyen de faire reculer le gouvernement CRS.

En tant que révolutionnaires notre rôle est de toujours pousser le mouvement vers l'auto-organisation, c'est-à-dire la prise en main du mouvement par les personnes en lutte. Les AG, les coordinations et les AG interprofessionnelles permettent de dépasser les cadres « traditionnels » (tels que les syndicats, dont les directions finissent toujours par trahir) et de laisser place à l'auto-organisation. Cette auto-organisation est nécessaire pour mener le mouvement vers le succès car il ne faut compter que sur nous-même.

**Pacontan, [Jussieu]**

## 80% d'une classe d'âge au bac ?

**C**ela sonnait comme une superbe trouvaille publicitaire : 80% d'une classe d'âge au bac... Parce que VOUS le valez bien, évidemment. C'était il y a 20 ans en 1983, un gouvernement soi-disant « de gauche » disait vouloir « changer la vie » (hum ! hum !...) Rétrospectivement, cet objectif politique et les conséquences qu'il a entraîné donnent de nombreux éléments sur le rôle de l'institution lycéenne et sa place dans la société. En 1983, pour le gouvernement de gauche, c'est le tournant de la « rigueur ». Fini la période d'illusion d'après 1981 et l'élection de Mitterrand, c'est un ministre « moderne », un certain Laurent Fabius, qui annonce cet objectif en matière d'éducation, en vue de préparer des élections pour l'année prochaine. La comparaison qui est répétée à longueur de discours, de journaux, c'est avec l'économie japonaise, dont la soi-disant « docilité » des travailleurs japonais est donnée en exemple et qui serait un risque pour les économies d'Europe (le « péril jaune », comme certains n'hésitaient pas à dire à l'époque). De plus, cet objectif s'accompagne de la création du baccalauréat professionnel, qui n'est pas censé permettre de déboucher sur des études supérieures (à l'université) mais qui permet de satisfaire la branche patronale de la métallurgie (l'UIMM) qui est favorable à l'alternance, de stages en entreprises, ce qui permet d'avoir une main d'œuvre jeunes et dociles sous la main. Un autre enjeu de cette décision politique. Pour le directeur de cabinet du premier ministre, « la rétention dans l'enseignement est un moyen intelli-

gent et pas trop cher de lutter contre le chômage » !!! Bref, mieux vaut que les jeunes continuent des études pendant des années, sans débouché précis puisqu'il est hors de question de leur donner du travail. L'argument du « chômage des jeunes » sert alors à justifier la mise en place de nombreuses mesures libérales dans les entreprises et les services publics. Les patrons demandent aux salariés de se sacrifier, d'accepter des conditions de travail de moins en moins bonnes, mais pour la bonne cause : pour donner du boulot aux jeunes...

Cette politique a aussi nourri les espoirs chez de nombreux jeunes des milieux populaires de pouvoir faire des études longues et qui se retrouvent complètement désorientés à la fac, car sans vraiment avoir les outils et le bagage culturel pour faire face. Les beaux discours politiques n'ont pas masqué longtemps que tout le monde n'a pas les mêmes moyens pour s'en sortir suivant le milieu d'où il vient. Il y a toujours des exceptions mais les statistiques sont claires sur ce point. L'école, le lycée, l'université sont avant tout des machines à former des salariés suivant les besoins de l'économie. c'est une machine à sélectionner, à trier, à prendre et à jeter... et elle a beaucoup jeté ces dernières années !

Pour en savoir plus, deux livres à lire : Stéphane Beaud, 80 au bac... et après ? Coordonné par Gilles Moreau, Les patrons, l'Etat et la Formation des jeunes (plus difficile d'accès que le précédent)

**François, [Rouen]**

# Contre ernement

## Les intermittents du spectacle ne sont pas des marionnettes

En mai et juin 2003, un énorme mouvement social s'est constitué pour lutter contre les attaques de gouvernement et du Medef. Dans l'éducation nationale, le mouvement a marqué une pause avec les vacances mais il n'y a pas vraiment eu de trêve estivale. Avec des grèves incroyables et l'annulation de plusieurs festivals comme celui d'Avignon, les intermittents du spectacle sont montés au créneau contre le changement de leur statut. Depuis 3 ans le Medef discutait de le supprimer, ça faisait partie de la logique du PARE, le Plan d'Aide au Retour à l'Emploi qui visait à sanctionner les chômeurs qui refusaient les jobs minables qu'on leur propose, en leur supprimant leurs indemnités. En fait il s'agissait de supprimer toutes les allocations chômage. Mais les professionnels de la culture ont fait clairement savoir qu'eux non plus ne voulaient pas de cette société là. Rencontre avec l'un d'entre eux, dans leur QG chaleureux et toujours en effervescence, où vous serez bien accueilli si vous voulez plus d'infos ou simplement aller voir ce qui se passe.

Interview de Sébastien, metteur en scène, acteur et dramaturge au quartier général Olympe de Gouges 13 rue Merlin (M<sup>o</sup>Voltaire).

### Red : Depuis quand es-tu intermittent du spectacle ?

Sébastien : Je travaille dans ce milieu depuis 12 ans mais je n'ai obtenu le statut qu'au bout de 2 ans. Nous avons un statut particulier car nous sommes des travailleurs particuliers. Ce statut c'est notre assurance contre le chômage ; il vise à compenser la dis-continuité de l'emploi dans le monde du spectacle. Parce que les artistes et les techniciens travaillent énormément, quasiment tout le temps, pour se perfectionner, s'entraîner... mais ils ne sont pas tout le temps sous contrat, tout le temps rémunérés. Un acteur il doit répéter pour jouer un rôle correctement, ce serait injuste de lui payer que les moments où il est sur la scène. Nous, nous ne travaillons QUE en CDD et pour des durées de 1 à 2 mois. Regarde : un acteur qui tourne un film il n'est employé, et donc payé, que 3 mois maximum. Après il est au chômage. Alors on a un régime spécial : quand on travaille on cotise et si on arrive à décrocher au moins 507 heures de contrat dans l'année, on est couverts par l'assurance chômage l'année d'après, pour les moments où on ne travaille pas. C'est difficile pour un jeune qui débarque dans le métier de réunir 507 heures de contrat rémunéré en 12 mois. Et pourtant ce sont ceux qui travaillent le

moins qui ont le plus besoin de l'assurance chômage... Non ?

### Red : Contre quoi vous battez-vous exactement ?

Sébastien : Ce texte a été écrit par le Medef sous prétexte que notre régime spécial actuellement en place ne fonctionne pas bien. Il paraît que notre régime coûte 820 millions d'euros. D'où sort ce chiffre ? personne ne le sait. Il est inventé de toutes pièces par le Medef pour nous faire peur. En plus, ce chiffre ne prend pas en compte les rentrées d'argent : tous les artistes qui bossent (donc qui cotisent) mais qui n'arrivent pas à avoir leurs 507 heures de contrat et qui donc ne sont pas couverts par l'assurance chômage ne touchent pas un centime. Leurs cotisations servent à financer l'assurance de ceux qui sont couverts.

Pour comprendre un peu mieux ce texte on a tenté de voir comment il s'appliquerait à des cas concrets. C'est très simple : à partir de janvier 2004 on n'aura plus que 10 mois au lieu de 12 pour réunir ces 507 heures de contrat. Et même si on y arrive, on ne sera plus couverts par l'assurance pendant 12 mois mais seulement pendant 8 mois. Concrètement ça signifie que 35% des intermittents vont disparaître. Ils seront exclus du statut. Et moins d'intermittents signifie aussi moins d'artistes, donc moins de spectacles pour le public.

Le statut qu'on avait permettait une certaine continuité de revenus pour les intermittents et donc une certaine mobilité : ils pouvaient choisir les projets sur lesquels ils travaillaient, ils n'étaient pas financièrement obligés d'accepter tout et n'importe quoi pour bouffer. Cette mobilité permettait une vraie richesse culturelle. Monter un spectacle, c'est 1 an de préparation pour le metteur en scène et les comédiens. Mais un comédien qui bosse sur le spectacle ne va être payé que pour deux mois de répétition et un mois de représentation. Toute la préparation du spectacle n'est pas prise en compte. Le statut permettait donc de bosser sur des projets à plus long terme, sans l'impératif de rentabilité à court terme. Travailler sans la contrainte immédiate du profit.

Ce statut, qui permettait la solidarité entre travailleurs, a été détourné par les grosses entreprises de l'audiovisuel. Les chaînes de télé par exemple : les gens qui présentent la météo travaillent tous les jours, ils pourraient donc avoir des contrats de travail fixes. Et bien non, ils sont déclarés et payés comme intermittents. Voilà les vrais abus.

Avec cette nouvelle loi, les intermittents perdent de leur indépendance et la culture est soumise aux lois du marché, comme n'importe quelle marchandise.

### Red : Comment avez-vous construit votre mouvement ?

Sébastien : Le 26 juin, le Medef et quelques organisations syndicales minoritaires (qui représentent moins de 3% de la profession) ont signé ce texte, ce protocole d'accord pour changer notre statut. Un mouvement de colère est né spontanément autour d'une seule revendication, dans laquelle tout le monde se retrouvait : retrait du protocole. Pendant que le texte était en cours d'écriture, on savait déjà ce qu'ils nous préparaient. Tous les soirs on se réunissait en Assemblées Générales au théâtre de la Colline. Le jour de la signature du texte on a organisé une grande manifestation devant le siège du Medef, qui s'est terminée à 2 heures du matin. Sur ordre du ministre le théâtre de la Colline a fermé. Comme des techniciens de la Villette étaient en grève, on a décidé d'occuper une salle. On a fait une AG et on a monté la Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France. Puis la police nous a expulsés et les autorités ont fermé la salle. Depuis on fait nos AG sur le parvis de la Villette. La coordination fonctionnait de manière très spontanée, et nous l'avons structuré. Nous avons d'abord mis en place la commission Infos-documentation qui travaille sur l'analyse du texte. Et puis en fonction des problèmes qui se posaient d'autres groupes de travail se sont réunis. Une commission Action qui

prépare les actions de désobéissance et les manifestations, une commission Propositions-revendications dans laquelle on réfléchit à des alternatives pour sauver notre statut et d'autres commissions comme la commission Interprofessionnelle.

### Red : Pourquoi une commission Interprofessionnelle ?

Sébastien : On part du problème de notre statut et de l'intermittence et on arrive à la précarité en général qui détruit l'ensemble du monde du travail aujourd'hui. Ce combat concerne tous les précaires ; les intérimaires, les CDD... C'est un débat que nous avons tout le temps entre nous, professionnels de la culture, à propos de la dis-continuité du travail aujourd'hui, que nous ne sommes pas les seuls à subir, et à propos du choix de société que font le gouvernement et le Medef. Précaires ça signifie ceux dont l'avenir n'est pas assuré. C'est notre cas à nous, mais pas seulement. Nous ne nous battons pas pour avoir des privilèges. Nous nous battons pour des droits que nous réclamons pour tout le monde. Notre statut était le seul à prendre en compte le caractère discontinu du travail et à permettre la création. La précarité, la flexibilité, tout le monde les subit aujourd'hui. Sur la base de notre système d'assurance, on pourrait gagner des droits nouveaux pour tout le monde.

Notre souci c'est le suivant : aux mois de mai et juin 2003 on a eu un mouvement social qui a bouleversé le monde de l'éducation nationale. Le gouvernement voulait décentraliser le personnel de l'éducation et les soumettre aux impératifs

économiques de chaque région : c'était briser le service public. Il voulait aussi détruire les retraites de tout le monde. Aujourd'hui nous voulons dénoncer ensemble leur politique globale d'attaques contre le monde du travail. Nous nous battons pour une autre société. Contre la marchandisation des hommes, des femmes, de l'éducation, de la culture... de tout. Contre la libéralisation de tout.

Ce que chacun d'entre nous, citoyens et citoyennes, subit aujourd'hui au travail ou à l'université c'est la même chose. Le plan d'attaque du gouvernement et du Medef est global. Il passe par plusieurs biais différents c'est tout. Ils tapent d'abord sur un groupe (les enseignants, les cheminots) et après c'est l'autre. Ils stigmatisent ceux qui gueulent pour protester, afin d'empêcher une vraie solidarité de se mettre en place. Mais aujourd'hui personne ne se fait avoir. C'est l'ensemble des droits sociaux qu'on attaque et partout en Europe. Alors travailler ensemble avec les enseignants, les cheminots, les postiers, les étudiants c'est vraiment nécessaire. Seuls, on ne gagnera rien. Le gouvernement a agréé le protocole, ça veut dire que maintenant c'est une loi qui va s'appliquer à partir du mois de janvier 2004. Mais nous n'abandonnons pas. La rentrée ne se fera pas en douceur pour le gouvernement. Nous allons nous battre avec les personnels de l'Education Nationale, de la SNCF, de La Poste, de la RATP, avec les étudiants... Avec tous ceux qui ne veulent pas de cette société là.

Propos recueillis par **Colomba**, [St-Denis]

## Partout en Europe: résistance au capitalisme!

France, Autriche, Espagne, Portugal: le libéralisme a bien des difficultés pour imposer son projet de société. L'année écoulée a été témoin de mobilisations inédites dans certains pays et d'une importance sans précédent dans d'autres.

### En Autriche, Du jamais vu!

Pour la première fois depuis plusieurs dizaines d'années, le syndicat autrichien ultra majoritaire OeGB, dit le Géant dormant, appelle à manifester contre la réforme des retraites proposée par le gouvernement. Mais l'OeGB est vite dépassée par sa base: plus d'un millions de travailleurs autrichiens (sur les 2,3 millions d'employés et de fonctionnaires) organisent blocages et manifestations (200000 à 300000 pers à Vienne) Au delà de la réforme qui a bien été votée, l'ampleur et la nature de ces mobilisations contre ce gouvernement de droite marque un cycle nouveau pour le syndicalisme autrichien: les modes d'actions rejetés par les bureaucraties syndicales et la soc dem sont aujourd'hui impulsés et acceptés par les salariés eux même

Idem pour l'Allemagne, la réforme du gouvernement Schröder aboutit à une privatisation partielle des retraites et à un abandon à peine masqué du système de répartition. L'Allemagne, que l'on désigne comme modèle de cogestion connaît une crise de représentativité de ses structures politiques syndicales: l'actuel ministre du travail, numéro 2 de l'IG métal, syndicat majoritaire en Allemagne, est à l'origine de la

réforme des retraites contre laquelle ses propres « camarades syndiqués » luttent.

Pas la peine de parler de la France qui pendant deux mois à capter l'attention du patronat et des gouvernements européens. Les mobilisations sont d'une ampleur supérieure à celles de 95, la radicalisation des revendications épatante, l'audience des idées issues de la gauche anticapitaliste y est grandissante, l'attente d'un relais politique dans le cadre d'un grand parti de lutte anticapitaliste. Les partis de gauche gestionnaire traditionnel (PS PC Verts).

### Le rôle de la soc dem et des bureaucraties syndicales: un frein pour la grève gale!

En Allemagne, le SPD connaît une opposition grandissante au sein même de son propre parti. La politique de Schröder provoqua un élan de colère au sein de la base militante du SPD. Mais la contestation et vite balayée, et l'apparente cohésion qu'essayent de maintenir les bureaucraties du SPD autour de leur gouvernement cachent avec maladresse le fait qu'un nombre plus important de militants du SPD quittent le parti.

Comme à son habitude, la social démocratie ne fait que gérer la libéralisation de l'économie, détruire les mouvements sociaux, encadrer l'opposition par le biais de la propagande médiatique, quand elle ne criminalise pas des syndiqués. En Autriche, les partis de gauche ne se sont même pas opposés à la réforme des retraites et ce, bien qu'ils soient dans l'opposition! En France, le PS paye le prix des positions du gouver-

nement Jospin, l'augmentation du nombre d'annuités n'est pas même remis en cause, les arguments démographiques sont repris en boucle par un PS qui a mis des mois à proposer une contre réforme.

Les directions syndicales bureaucratisées obstinées par le maintien du cadre gestionnaire ont montré leur incapacité à radicaliser et à impulser un mouvement de contestation globale. En Autriche comme en France, l'OeGB et la CGT, dépassés par sa base, n'ont pu empêcher la propagation du mouvement. La plupart des actions radicales se sont faites hors de son cadre et sans l'aval des bureaucraties. L'objectif des bureaucraties syndicales: chercher la négociation plutôt que créer un rapport de force suffisant pour la retrait des réformes en cours. Pour les révolutionnaires: un seul mot d'ordre: auto-orga et grève gale.

Au niveau européens, l'uniformité des réformes sur les retraites montrent la cohérence de la mondialisation du capital. Partout dans l'UE, le but est le même: réaffirmer la domination du patronat sur l'ensemble des salariés et cela en lui opposant des conditions de travail plus dures, des salaires variant au fil des conjonctures économiques, des contrats de travail de plus en plus précaires, dans une société où les services publics sont privatisés, soumis au principe de rentabilité, profitabilité. Tout cela garanti par le cadre économique-politique que représente la propriété privée des moyens de production, et c'est ce cadre qui doit exploser!

Jean, [Aix-Marseille]

# Dans les lycées

## Que faire sur son lycée ?

**C**a fait déjà plus d'un an que je suis sur mon lycée et à part un club théâtre, un club musique et de la natation, rien n'est proposé. J'ai l'impression que les lycéens se fichent pas mal de ce qui se passe dans le monde, et même en France. L'année dernière, au moment de la guerre en Irak, je me rendais bien compte qu'il se passait des trucs dans les autres bahuts, mais sur le mien, rien. Et pourtant, c'est pas faute d'avoir essayé !!! Je discutais, distribuais des tracts que les JCR avaient tirés, et avec une amie, on a proposé une AG, mais il n'y avait pas de lieu pour se réunir. Je sais qu'avant que j'arrive, il y avait un foyer, mais ils l'ont fermé car la personne qui s'en occupait à été virée. Aussi, quand les lycéens du lycée d'à côté sont venu nous chercher pour partir en manif, la proviseur avait tout fermé, tout barricader : il n'y avait pas moyen de sortir ! Puis, ils ont appelé les flics, ils avaient peur de la casse. Du coup, je ne vois pas trop comment je peux faire, on a même pas le droit de s'exprimer ! En plus, quand la proviseur a vu que je me démenais comme une malade pour que les lycéens de mon bahut se bougent, elle nous a convoquer, ma copine et moi, et nous a menacer de devoir tout rembourser s'il y avait de la casse, elle nous a dit qu'on aurait jamais notre bac, qu'on allait foutre notre vie en l'air. Mine de rien, elle nous a fait paniquer.

Parmi les profs, il y en avait une qui nous soutenait pas mal, elle nous disait que la première chose à faire, c'était de demander la réouverture du foyer pour qu'on puisse se réunir, comme avant, en 98, elle nous disait que toutes les AG, les confection de banderoles, les réunions de commissions etc... avaient lieu là-bas.

Depuis, j'ai pas mal réfléchi, avec ma copine. Déjà, je me dis que je ne suis pas toute seule, que, elle, elle est là ; que certains profs me soutiennent (même si d'autres me crachent dessus) et qu'il faut que je m'appuie sur eux. Et aussi, que par l'intermédiaire des JCR, je connais d'autres lycéens sur d'autres lycées qui essayent, comme moi de mobiliser sur leur lycées, de faire prendre conscience aux lycéens que c'est possible d'obtenir une salle de réunion, du fric en plus pour les lycées, d'empêcher une guerre, de changer la société, si on s'y met tous, que c'est une question de rapports de force. Je crois que, vu que la rentrée va être chargée, vu qu'il y a tout un tas de bagarre à mener à plusieurs niveau, je vais m'y mettre sérieusement. D'abord, dès la reprise des cours, je vais distribuer des tracts à l'entrée de mon bahut. Comme, les lycéens intéressés me verront et viendront vers moi pour discuter, on sera déjà un peu plus que deux. Je sais que ce ne sera pas forcément dès la première distribution, que ça peut prendre du temps, c'est pour ça qu'il faut que je sois régulière. Peut être que je retrouverais plein de tracts à la poubelle, mais si ça peut toucher une personne, ce sera déjà ça. Ensuite, je vais me présenter

comme déléguée, je pourrais peut être réussir à convaincre les autres délégués de pousser pour que soit réouvert le foyer, et, à la limite, je me présenterais dans les diverses instances : conseil d'administration du bahut, conseil de la vie lycéenne, même si ça sert pas à grand chose car on ne nous écoute pas, ça peut être utile à certains. En plus, si les camarades des JCR des autres bahuts se présentent aussi, on peut arriver à avancer des trucs dans les CAVL (les conseils académiques de la vie lycéenne) et finir par se faire entendre.

Enfin, je vais organiser des réunions sur les réformes à venir dans le lycée : sur le lycée des métiers, sur la décentralisation et l'autonomie des lycées, sur le manque de moyens et les choix qui sont fait, sur la logique de l'individualisation des parcours (TPE), sur la guerre car il y aura une méga manif contre la guerre le 27 septembre, aussi, j'essayerais de mobiliser pour le forum social de Saint Denis que se tient début novembre. Il me semble que le plus

important, c'est d'informer les lycéens. C'est seulement quand ils savent ce qui se trame qu'ils peuvent se dire qu'ils n'en veulent pas. Sinon, c'est des manifs pour la forme sans véritables revendications. Avec nos réunions, on doit avoir pour objectifs d'en trouver. On sait ce qu'on veut et ce qu'on ne veut pas. Si on a pas de salle, tant pis, on en réquisitionne une, sur le temps du midi. Pour que la maximum de lycéens viennent, on passe dans la salles durant la matinée (tant pis, si je rate une ou deux heures de cours...). Et puis, si on décide de partir en manif et qu'on est la moitié du lycée, ils pourront pas le laisser fermer longtemps. On ira chercher le LP d'à côté, et le soir des représentants élus de chaque bahut se réuniront pour réfléchir et proposer une suite à donner au mouvement...

**Fanny**, [Rouen]

## A qui profite l'école ?

**Q**u'est - est - ce que l'école primaire ? Un lieu d'apprentissage, d'éducation, d'instruction... mais c'est surtout ce qui transforme les enfants en élèves. Et que fait un élève ? Il apprend, mais dans ce système, la condition pour apprendre, c'est l'obéissance, donc, un élève, ça obéit. Il doit respecter l'autorité, celle du maître, et celle de l'Etat. Apprendre à respecter l'autorité de l'Etat, c'est apprendre la « citoyenneté ». Devenir un « bon citoyen », pour l'institution scolaire, c'est par exemple « connaître les symboles de la Nation ». Donc, les programmes de l'école élémentaire (du CP au CM2) précisent qu'il faut enseigner aux élèves de CE1 la Marseillaise, le drapeau... sans expliquer leur contexte d'apparition puisque la Révolution Française n'est étudiée que deux ans plus tard. On appelle ça du bourrage de crâne !!! La « citoyenneté », c'est aussi une pratique : un citoyen adulte s'exprime quand il vote c'est à dire environ tous les 2 ans ; pour le droit à l'expression de nos citoyens en herbe, le ministère de l'éducation nationale propose une demi heure par semaine réservée au « débat » dans la classe. A 30 par classe, on imagine la qualité du débat en question ! Le bon élève doit donc reconnaître l'autorité, la respecter mais évi-

demment pas la remettre en cause.

On dit que la tyrannie c'est « ferme ta gueule » et la démocratie « cause toujours », l'école c'est un mélange des deux. On n'a vu pour l'instant que l'aspect « démocratique », le reste, c'est la discipline. La discipline, c'est ce qui permet aux élèves de devenir de futurs travailleurs.

Un enfant, ça court, ça joue, ça crie, ça met le bazar dans sa chambre, ça invente des histoires...

Un élève reste assis à sa place, ne bavarde pas avec ses camarades, ne court pas dans les couloirs, demande l'autorisation même pour aller aux toilettes.

Un travailleur pointe le matin en arrivant et le soir en partant, ne quitte son poste de travail que quand on l'y autorise pour des pauses minimales, fait des heures supplémentaires...

Un enfant devient un futur travailleur en devenant un élève, en allant à l'école.

L'école est une usine de fabrication de travailleurs - citoyens obéissants et disciplinés destinés aux entreprises.

A qui profite l'école ?... Au capitalisme !

**Cécile**, [Paris]



## La démocratie au lycée ?

**D**epuis la primaire, on nous vente les mérites de la démocratie à l'école en la mettant soi disant en application : on nous fait élire des délégués de classe etc... mais quelle en est réellement l'utilité ? En effet, au lycée les réunions auxquelles ont accès les élèves sont de plus en plus nombreuses mais les lycéens ont-ils pour autant plus de pouvoir sur les décisions qui les concernent ? On observe plusieurs conseils :

### Le conseil d'administration

C'est la seule instance dans laquelle les lycéens ont un pouvoir de décision. Elle a le pouvoir d'adopter ou non le projet d'établissement, le budget, et le règlement intérieur d'après un rapport fait par le chef d'établissement. Sinon elle donne son accord, délibère et donne son avis au chef d'établissement à propos de questions plus ou moins intéressantes qui vont de la sécurité à la suppression de filières. C'est la seule instance où des élus lycéens peuvent un minimum peser sur les décisions. Mais sur 30 membres, les lycéens n'ont droit qu'à 5 représentants, ce qui réduit pas mal leur pouvoir.

### Le CVL (conseil de vie lycéenne)

Il formule des propositions qui sont transmises au conseil d'administration, et est consulté à propos :

- de l'élaboration du projet d'établissement
- du règlement intérieur
- de l'hygiène, la sécurité, et la santé
- l'organisation des activités sportives culturelles et périscolaires

On voit donc ici l'immense avancée faite grâce à cette nouvelle structure.

### Le CAVL (conseil académique de vie lycéenne)

Le CAVL, présidé par le recteur d'académie (qui est lui même nommé par le ministre) formule des avis sur les questions relatives à la vie scolaire et au travail scolaire

dans les lycées et les établissements régionaux d'enseignement adapté. Ce conseil est totalement abstrait dans la mesure où il faudrait être au courant des besoins de tous les lycées d'une académie. Et comme chaque lycée a des besoins différents, allez faire une proposition pour toute une académie !

### Le CNVL (conseil national de vie lycéenne)

Le conseil de vie lycéenne est le plus trompeur des quatre instances. En effet, on donne l'impression aux élèves qu'on les écoute vraiment car il est présidé par le ministre de l'Education Nationale en personne alors qu'une fois de plus il n'a qu'une fonction de consultation à propos des questions relatives au travail scolaire et à la vie matérielle, sociale, culturelle et sportive dans les lycées.

Tous ces conseils donnent donc l'illusion que les lycéens ont un certain pouvoir, mais en fait les élèves sont uniquement consultés et on fait bien attention à ce qu'il ne puissent rien décider par eux-mêmes. Ces instances sont tout à fait démocratiques (nous élisons nous-mêmes nos représentants) mais à quoi sert la démocratie si elle ne permet aucune décision importante ? Toutes ces réunions sont organisées pour faire croire aux élèves qu'ils peuvent avoir de l'influence sur leur propres conditions de vie et de travail. Mais en vérité le ou la proviseur est la seule personne qui contrôle le lycée et elle a les pleins pouvoirs pour le faire. L'essentiel, c'est de saisir ces élections pour mener des campagnes à l'intérieur de nos lycées et faire connaître largement nos revendications. Même si nos interventions sont systématiquement descendues par les proviseurs. Parce qu'avec une bonne campagne, il est possible de mobiliser largement. Ce qui reste le seul véritable moyen que nous avons de nous faire entendre : la grève et les manifestations.

**Elsa**, [Paris]

# Larzac 2003 : la marée humaine !



Les 8, 9 et 10 août derniers a eu lieu dans le Larzac un rassemblement alter-mondialiste ; à cette occasion, 300 000 personnes ont fait le déplacement, à tel point que les organisateurs ont été contraints de bloquer les accès du site. Les capacités d'accueil risquaient d'être complètement dépassées. Après la lutte des intermittents, qui a occupé le haut de l'affiche tout au long du mois de juillet, ce rassemblement a été l'événement de l'été.

De nombreuses organisations politiques et syndicales étaient présentes : la LCR et les JCR, bien sûr, mais aussi SPEB, le PS, le PC, les Verts, en passant par Attac, France-Palestine et Ras l'Front, jusqu'aux Sud, la FSU, la CGT, la CNT et la Fédération Anarchiste.

Trois mois après le mouvement social qui

a vu jusqu'à un million de manifestants à Paris le 25 mai, les opposants au système libéral étaient bien là, comme les slogans de grève générale lancés après un concert improvisé par la compagnie Jolie Môme en grève l'ont prouvé, ainsi que le nombre non négligeable de personnes venues aux tables de presse se procurer de la documentation, ou allant malgré la canicule aux débats, à la recherche d'ébauches d'une nouvelle société ou l'humain serait au centre et non la loi du marché. Pour tous, ce rassemblement renouait ainsi les fils des luttes et des mobilisations présentes comme passées. Car toutes les catégories qui se sont mobilisées lors du grand mouvement de mai-juin dernier étaient présentes : enseignants, ATOSS, cheminots, infirmières, intermittents... Au cœur de l'été, ce rassemblement annonce une rentrée bouillante.

Le gouvernement ne s'y est pas trompé et s'est empressé de dénoncer l'extrémisme de

ce rassemblement. Et de pointer du doigt l'extrême-gauche, épouvantail commode, censé semer l'épouvante et la répulsion dans la population. Mais ce que le Larzac 2003 confirme, c'est que de plus en plus de gens se rendent compte que cette société ne peut offrir que guerre, misère et exploitation. Qu'il n'y a pas grand-chose à attendre.

En même temps, il faut dire qu'on restait un peu sur sa faim. Nouveauté du cru 2003, le slogan : « D'autres mondes sont possibles » ? On passe d'un autre monde possible à plusieurs, mais lesquels ? Avec ou sans capitalisme ? Cela rend les perspectives plus confuses et fait oublier que la construction d'un autre monde ne peut passer que par la destruction du capitalisme. Il n'existe pas d'échappatoire ou de troisième voie face à ce simple constat. On peut bien sûr discuter du type de société que nous

construirons ensuite, mais il est impossible de faire l'économie d'une lutte radicale et intransigeante contre le capitalisme, pour son nécessaire renversement. Et pour le renversement de la société qui l'accompagne. C'est ce débat qu'il s'agit aujourd'hui de mener avec l'ensemble des composantes du mouvement altermondialisation. Un mouvement mobilise des dizaines de milliers de jeunes à travers le monde et contribue à transformer les rapports de forces. Mais qui sans cette perspective pourraient bientôt se perdre dans les méandres du « commerce équitable » ou du « développement durable », illusions d'un capitalisme à visage humain.

Tugdual, [Rennes]

## La question du voile islamique au lycée

Ces derniers mois, le gouvernement a émis l'hypothèse de produire une réglementation sur la question du port du voile islamique dans les lycées. Cette initiative n'arrive vraiment pas par hasard car le gouvernement sait très bien combien cette question est sensible au sein des établissements, combien elle peut provoquer de discussions passionnées et d'oppositions tranchées. Après une mobilisation historique des personnels de l'éducation, les questions communautaires et religieuses sont agitées par le gouvernement. Si les personnels, enseignants, lycéens discutent de la question du voile, ce sont moins les réformes gouvernementales qui focalisent l'attention. Il y a là un enjeu crucial sur cette question pour tous ceux qui ont construit la première contre-offensive d'avril-mai-juin dernier contre le gouvernement CRS. De nombreuses barrières avaient sautées, entre parents, enseignants, lycéens à travers la mobilisation. Mais tous ces liens qui se sont créés pourraient très bien se distendre faute de cohésion sur une question comme celle du voile. Pour cela, de nombreuses discussions sont nécessaires pour pouvoir poser les choses de façon claire, éviter les caricatures et ne pas se faire piéger par l'offensive du gouvernement :

le projet gouvernemental s'inscrit dans la continuité de l'offensive sécuritaire et raciste du gouvernement. Tout en multipliant les pseudo signes d'ouverture et d'intégration par Sarkozy (allègement de la double peine par exemple), le gouvernement cherche à se positionner avant tout en vue des prochaines échéances électorales, sur le terrain des idées de l'extrême droite, de la stigmatisation communautaire. Il est évident que la mobilisation contre cette offensive raciste, de stigmatisation de la partie la plus précaire du monde du travail est une condition indispensable pour la construction de la grève générale.

Le voile est essentiellement un instru-

ment réactionnaire d'oppression des femmes, qui la met dans une position de soumission vis-à-vis des hommes. Cela doit être clairement expliqué pour que chacun, en particulier parmi les lycéens, les idées soient claires là-dessus. Mais il est aussi important de mesurer que le port du voile est parfois ressentie comme une stratégie de défense des jeunes filles par rapport à la violence des rapports sociaux

L'exclusion des jeunes filles voilées ne peut être ressentie que comme une défaite par l'ensemble du mouvement social. Cela n'a comme seul effet que d'affaiblir la cohésion des salariés et de la population, la conscience de former une collectivité qui a ses intérêts propres en renforçant l'idée qu'il y a ceux qui sont « dedans » et ceux qui sont « dehors » du groupe. Or ce qui commence à se renforcer aujourd'hui, et qu'il faut approfondir, c'est le sentiment que nous avons tous les mêmes intérêts face à ce gouvernement. L'exclusion ne peut donc être une solution.

Enfin, cette situation révèle aussi le recul de la lutte autonome des femmes, en particulier dans les quartiers où habite une forte proportion d'immigrés. Ce problème ne se dépassera pas en un jour. Mais il n'y a peut-être d'alternative à l'action propre des femmes et du mouvement social pour résoudre ce problème là. La mobilisation propre des lycéens, et des lycéennes, y compris en organisant des discussions propres par les lycéennes elles-mêmes sur la situation des femmes dans la société peut constituer des premiers pas concrets, qui ne feront pas reculer en un jour, les idées religieuses réactionnaires, mais qui permettent de se poser les problèmes ensemble, en maintenant les liens entre nous, quelle que soit notre orientation religieuse, sans attendre une quelconque solution de ce gouvernement.

François, [Rouen]

## Plus de 5 000 morts suite à la canicule

# Le résultat de 20 ans de gestion libérale de la Santé

En France, la première quinzaine du mois d'août a été marquée par une canicule persistante, la température frôlant les 40°C dans certaines villes. Les services hospitaliers ont été rapidement submergés de malades souffrant de déshydratation et d'insolation. La situation s'est très vite dégradée, entraînant la mort de plus de 5 000 personnes, tout ça parce que le thermomètre a affiché 5 à 10°C de plus que la température habituelle à cette époque de l'année !

Le ministre de la Santé, Jean-François Mattei, a déclaré que ce sont « les 35 heures qui posent aujourd'hui à nos hôpitaux des difficultés insurmontables ». C'est vrai ! Les 35 heures, c'est un vrai problème dans les hôpitaux, parce que la réduction du temps de travail n'a pas été accompagnée d'embauches massives pour compenser les RTT ou les départs en retraite. Conséquence, la plupart des malades ont attendu plusieurs heures avant que le médecin puisse venir le voir et les infirmiers, débordés, n'ont pas pu s'occuper convenablement de chaque patient. La situation est tellement critique dans les hôpitaux, que les aide-soignants sont souvent contraints d'effectuer des soins qui ne font pas partie de leurs fonctions.

Quant au manque de lits, la situation n'est pas nouvelle. À la fermeture des hôpitaux de proximité s'ajoute la fermeture estivale de lits. L'été, la capacité d'accueil des hôpitaux est réduite : ainsi, cet été, ce sont 30 % de lits qui ont été fermés pour faire des économies. En matière de politique sanitai-

re, le gouvernement de Jospin n'avait rien de plus glorieux, puisqu'il a décrété la fermeture de 15 % des lits au cours des étés 2001 et 2002. C'est une chance qu'il ne soit rien arrivé ces étés-là.

Et si votre grand-mère avait la chance de trouver une place dans un hôpital et un médecin pour s'occuper d'elle, elle n'était pas encore sauvée, puisque les médicaments sont venus à manquer dans certains services : rupture du stock de coton, pénurie de poches d'eau pour les perfusions... Les stocks en médicaments sont gérés à flux tendu. Les hôpitaux ne disposent que du matériel minimum pour faire face à une situation normale.

Le gouvernement est intervenu beaucoup trop tard. J-P Raffarin a déclenché le Plan Blanc en Ile-de-France (où le taux de mortalité a augmenté de 50 %) plus d'une semaine après les premiers morts alors que les urgentistes avaient demandé de l'aide depuis plusieurs jours. Ce plan prévoit la prise en charge d'un grand nombre de victimes en cas de catastrophe en réquisitionnant le personnel en congé. Heureusement que la température a commencé à chuter à l'approche du week-end du 15 août souvent marqué par les accidents de la route, sinon cela aurait été un hécatombe.

La question qui se pose maintenant, c'est : Quelle politique de Santé voulons-nous ? Pour assurer des soins de qualité, il est urgent de recruter massivement des personnels soignants et non-soignants dans les hôpitaux, il faut ouvrir des lits supplémentaires et revoir à la hausse les stocks de

médicaments. Cela est incompatible avec le projet du gouvernement qui veut faire passer son plan de réforme de la Sécurité sociale cet automne. Quant au projet 2007 de financement des hôpitaux, ce n'est que de la poudre aux yeux annoncée par le gouvernement pour masquer sa politique de démantèlement des services de Santé avec la fermeture des services hospitaliers les moins rentables, la diminution du remboursement des médicaments et le désengagement de l'Etat dans la recherche médicale.

Cette incapacité s'est aussi révélée dans la gestion des incendies et des centrales nucléaires. Les gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont réduit de plus en plus les budgets alloués à la Santé, aux pompiers ou à la recherche énergétique, ce qui oblige ces services à fonctionner à flux tendu et dès qu'un petit grain de sable grippe cette machine très mal huilée, c'est le carnage.

Avec ce système libéral, c'est la barbarie qui se profile. Nous ne pouvons rien attendre de ces gouvernements qui préfèrent donner l'argent aux grosses entreprises. Si nous ne voulons pas d'autres morts, si nous ne voulons pas une planète ravagée par les incendies et par une gestion incontrôlée du nucléaire, nous n'avons pas d'autre choix que de résister, de nous organiser pour prendre le pouvoir et mettre en place des mesures d'urgence.

Mégane, [Bordeaux]

## « La liberté, la justice et l'égalité, par tous les moyens nécessaires ! »

**E**n 1992, de gigantesques émeutes ont eu lieu à Los Angeles dans le quartier à majorité noire de South Central. Émeutes raciales ? Guerre des Noirs contre les Blancs ? Non : les jeunes qui ont participé aux émeutes se sont attaqués aux commerces, aux capitalistes (ils ont épargné les écoles, les églises) et c'étaient des jeunes de toutes origines : Noirs, Latinos, Coréens, Blancs. Leur point commun ? C'étaient des pauvres. Et ils scandaient le nom de Malcolm X.

### La jeunesse de Malcolm X : de la loi de la jungle à la lutte collective.

Malcolm Little naît en 1925. Son père est un pasteur qui milite pour les droits des Noirs mais il se fait assassiner par une bande de racistes alors que Malcolm n'a que 6 ans. Malcolm est bon élève et veut devenir avocat mais la misère que connaît sa famille et les discriminations l'obligent à arrêter d'aller au lycée. Il gagne sa vie grâce à des petits boulots et à des trafics divers. Il connaît alors le sort des Noirs des ghettos et pour survivre il mène une vie de délin-

des Noirs et pour combattre le christianisme des Blancs qui justifie l'esclavage et l'oppression des peuples de couleur. Il commence à refaire lui-même sa propre éducation : il veut apprendre à parler et à discuter pour prendre part aux activités des Black Muslims. Il travaille d'arrache-pied, il lit énormément en commençant par un dictionnaire.

Lorsqu'il est libéré de prison sur parole en 1952, il devient rapidement un dirigeant et un orateur de la Nation of Islam de premier plan : il polémiquait avec des personnalités de tous horizons. Sa capacité à coincer les représentants les plus prestigieux du racisme et du libéralisme, comme à électriser les foules populaires de Harlem et d'ailleurs font de lui un militant connu et respecté, porte-parole d'une organisation en pleine expansion.

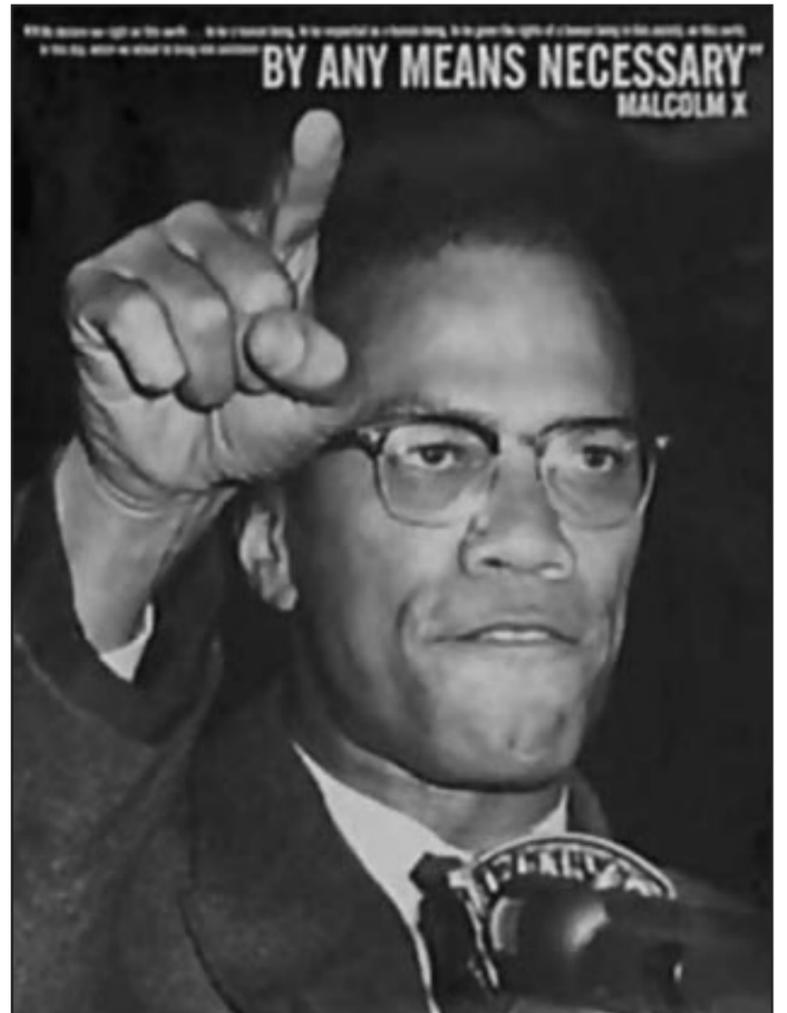
Comme le dit Clifton DeBerry, « les idées de Malcolm X avaient évolué, passant de l'adhésion à la loi de la jungle, celle du « chacun pour soi », à la reconnaissance du fait que tous les Noirs étaient frères et que la jungle c'était la société blanche, celle que les Noirs supportent sous le capitalisme, et que vivre selon la loi de la jungle, c'était vivre selon la loi de la société blanche. »\*

liste américaine, et ils organisaient de grandes luttes pacifiques de désobéissance civile, comme le boycott des bus réservés aux Noirs à Montgomery en 1955. Mais des émeutes de plus en plus massives se déclenchaient à cette époque dans les quartiers ouvriers noirs des grandes villes américaines : les jeunes en avaient assez des violences policières et de la misère effroyables que connaissaient les Noirs des quartiers. Ces soulèvements ne se limitaient pas à réclamer des droits « civiques », ils exprimaient une révolte profonde contre l'oppression économique et politique des Noirs, et ils s'affrontaient directement à la police et à l'État raciste américain. Seulement, les jeunes Noirs qui déclenchaient ces émeutes n'étaient pas organisés et personne ne se risquait à les y aider. Les Noirs sont alors victimes d'une ségrégation très violente dans tous les domaines de la société. Le sentiment de l'injustice donne naissance chez un nombre grandissant de Noirs la conscience qu'ils doivent défendre eux-mêmes leurs droits : un véritable nationalisme noir se développe dans la rue, à côté du nationalisme séparatiste qui est celui de Malcolm à cette époque. Il se fait le porte-parole de l'idée de fierté noire, de confiance en soi et d'autodéfense.

Ais il se rendit peu à peu compte que les dirigeants de la Nation of Islam étaient des charlatans qui ne souhaitaient pas participer activement aux luttes de masse, qu'ils ne cherchaient qu'à défendre leurs propres intérêts. Cinquante semaines avant sa mort, lui ainsi qu'un petit groupe de militants se séparent des Black Muslims : il rompt peu à peu avec leur conception sectaire de la lutte. Malcolm X comprend la nécessité d'un combat unitaire : il faut tout d'abord construire un front unique noir avec les autres courants du mouvement noir, y compris avec les intégrationnistes. Malcolm X devenait également favorable à une alliance avec les courants radicaux et révolutionnaires blancs. Il était convaincu juste avant d'être assassiné que les responsables du racisme aux USA, c'étaient « l'ignorance et l'avidité au gain, et un programme de méséducation des gens, qui va de pair avec le système d'exploitation et d'oppression en Amérique. »\* Il devient clair pour lui que pour lutter contre le racisme, il faut lutter contre le capitalisme.

### Malcolm X et la lutte des peuples colonisés

Mais l'aspect le moins connu de Malcolm X est son engagement internationaliste, en solidarité avec les luttes menées par les peuples d'Afrique et d'ailleurs contre l'impérialisme. Ce n'est pas un hasard : Malcolm X est l'héritier de trois siècles de lutte des Noirs américains. Ce n'est pas enseigné dans les livres d'histoire, mais les esclaves noirs ont mené une résistance acharnée contre l'exploitation sanguinaire dont ils ont été victimes. Leur déportation, le régime esclavagiste et le génocide qu'ils ont entraîné « ont constitué l'une des bases de la civilisation moderne », c'est à dire du capitalisme, et



ont joué un rôle primordial dans l'émergence d'une économie à l'échelle du monde. A l'origine, la richesse américaine provient pour l'essentiel du coton et plus précisément de la combinaison de la machine à séparer le grain de la fibre et du travail gratuit des esclaves, qui fournissait, au début du 19<sup>ème</sup> siècle, 75 % du PNB des USA. »

Le rôle des Noirs américains a toujours été déterminant dans l'histoire des USA : ils ont joué un rôle décisif pendant la guerre de Sécession (1861-1865) dans la victoire des armées nordistes qui signifia la domination de la bourgeoisie industrielle sur les propriétaires agricoles esclavagistes. Pour remercier les Noirs, on en fit une main-d'œuvre surexploitée et dépourvue de droits, les réduisant à l'état de nation colonisée au sein même de la « plus grande démocratie du monde ».

Les luttes des Noirs ont continué pendant tout le 20<sup>ème</sup> siècle : la loi sur les droits civiques fut conquise en 1964, reconnaissant une égalité entre les deux « races ». Mais l'oppression a continué jusqu'à aujourd'hui, sous des formes simplement modifiées : le revenu moyen d'une famille noire ne représente que 52 % de celui d'une famille blanche, le taux de chômage des Noirs est plus de trois fois plus élevé, les Noirs représentent 50 % de la population des prisons (ils forment 13 % de la population américaine)...

Mais la question noire a toujours eu un impact international énorme : dans les années 20 l'UNIA de Garvey, organisation nationaliste noire qui compte neuf millions

d'adhérents aux USA et en Afrique, qui salua la révolution russe, stimula le réveil des peuples colonisés. En retour, les révolutions anti-coloniales des peuples opprimés dans les années 50 et 60, en Afrique notamment stimula les luttes des Noirs américains.

Et Malcolm X commença à jouer le rôle de pivot entre les luttes anti-impérialistes des pays comme Cuba, le Congo ou le Zanzibar et les luttes des Afro-américains. Juste avant d'être assassiné par la CIA, Malcolm avait par exemple rencontré Che Guevara : ils voulaient former des groupes de combat comprenant des Cubains et des Noirs américains pour se battre aux côtés du peuple congolais qui s'était soulevé contre le néo-colonialisme. Mais sa mort porta un coup et à la lutte des Noirs américains et à la révolution dans le tiers-monde.

Cela nous montre que quand Malcolm X parlait de « révolution noire », c'est bien de la révolution mondiale qu'il parlait. Non seulement parce qu'en un certain sens tous les opprimés sont noirs, tous les opprimés ont les mêmes intérêts que les Noirs. Mais aussi parce qu'à la toute fin de sa vie, il était convaincu qu'il fallait en finir avec le capitalisme mondial, qui était selon lui un « vautour ». Un vautour qu'il faut encore vaincre, « par tous les moyens nécessaires ».

Xavier X, [Nanterre]

\* Citations extraites de Malcolm X, révolutionnaire noir éditions La breche



quant : drogue, arnaques, prostitution, proxénétisme... A l'époque il pense comme beaucoup de jeunes des ghettos de l'époque et d'aujourd'hui que la vie est une jungle, que pour s'en sortir il faut écraser les plus faibles. En 1946, il est inculpé pour cambriolage et est condamné à dix ans d'emprisonnement.

En prison, il rencontre des Black Muslims, militants de la Nation of Islam, organisation mi-religieuse mi-politique qui défend la création d'un État noir séparé sur le sol américain. La vie de Malcolm est transformée : il se convertit à la doctrine de la Nation of Islam qui lui donne une raison de vivre et lui fournit une arme pour combattre le racisme de la société blanche. Il abandonne son nom d'esclave et devient Malcolm X. L'islam des Black Muslims est alors pour lui un instrument pour le salut

### La rupture avec les Black Muslims

Mais le cadre de la Nation of Islam, qui avait permis à Malcolm et à d'autres de trouver un moyen d'exprimer leur rejet d'une société raciste, devenait de plus en plus un obstacle pour une lutte réellement militante : les Black Muslims étaient respectés mais ils ne souhaitaient regrouper que les musulmans et ne prenaient pas réellement part au mouvement des Noirs américains : dès les années cinquante se développa le « mouvement pour les droits civiques » dont le but était d'abolir les discriminations dont étaient victimes les Noirs dans la vie politique et civile. Ses leaders, comme Luther King, étaient intégrationnistes, ils défendaient l'idée d'une insertion complète des Noirs dans la société capita-

Plus de 20 ans et encore toutes leurs dents

# Les Rencontres Internationales de Jeunesses

**D**u soleil et des débats : voilà sans doute comment on peut résumer la vingtième édition des Rencontres Internationales de Jeunesses. Nous étions plus de quatre cents cette année, venu-e-s de France, du Portugal, de l'Italie, de l'Etat espagnol, du Danemark ou encore de Pologne, de Suisse et de Suède. Quatre cent jeunes révolutionnaires solidaires des débats et des combats de la Quatrième Internationale.

Après une année mouvementée et chargée en luttes (mouvement anti-guerre, G8 d'Evian, combats contre nos gouvernements respectifs, notamment en France avec la bataille menée par les pions puis par l'ensemble des salarié-e-s pour défendre leur retraite), les RJJ nous ont permis de confronter pendant une semaine nos expériences avec tous nos jeunes camarades révolutionnaires de toute l'Europe. Cela a pu se faire dans le cadre des forums sur la guerre ou sur l'Europe forteresse, ou encore à travers la commission permanente guerre et alter-mondialisation.

Le camp a aussi été un moment privilégié pour prendre du recul et enrichir nos connaissances théoriques en politique. A cet égard, les formations de Gilbert Achcar sur l'impérialisme et de Léonce Aguirre sur l'écologie ont été des initiatives particulièrement appréciées, de même que celles de jeunes camarades sur l'exploitation, les classes sociales, ou encore la révolution permanente et l'autodétermination des peuples.

Au delà de ces cadres formels, le camp est toujours l'occasion idéale de rencontres et de discussion avec d'autres camarades au



bar ou lors de soirées. Le camp se doit en effet d'offrir la possibilité aux jeunes révolutionnaires d'expérimenter un cadre d'auto-gestion, une tranche de vie que nous essayons de débarasser, autant que possible, de toutes les oppressions que nous subissons au quotidien. A ce titre, la fête LGBT et la fête femmes sont toujours des moments privilégiés du camp, où au cadre festif se mêle une dimension politique essentielle. Ainsi, la fête femmes fut emblématique cette année : les camarades femmes ont en effet pu faire la fête et s'éclater comme jamais elles ne pourraient le faire en présence d'hommes.

Une fois de plus, ce camp, largement renouvelé par la présence de sympathisant-e-s et militant-e-s rencontré-e-s au cours des diverses et nombreuses manifestations de l'année passée, a été l'occasion pour eux

d'appréhender le monde dans lequel nous vivons et contre lequel nous nous battons de manière plus globale. Et surtout de découvrir de nouvelles perspectives dans les moyens de lutter contre cette société et de lui imposer une alternative plus juste et réellement égalitaire.

Cette vingtième édition témoigne d'une réelle vitalité. A l'heure où les mobilisations internationales se font de plus en plus nombreuses, cette initiative est une véritable nécessité. Il ne vous reste qu'une seule chose à faire : vous inscrire pour l'année prochaine.

Juliette, [Rennes]



## Un Grain de sable pour un grain de magie...

Tryo, Grain de sable

**M**usique variée qui court de leur bon vieux « reggae acoustique » au jazz en passant par la musique orientale, le ska ou encore une valse « psychédélique », textes offensifs, drôles, ou tendres mais toujours militants, le troisième album de Tryo se révèle un véritable petit bijou. Avec force et légèreté, ils balancent aussi bien la politique impérialiste en Afrique (Pompafric), le G8, la politique ultra réac du gouvernement (Récration), la télé-poubelle (Sortez-les)... sans oublier un chef d'œuvre sur la Palestine

(Si là vie m'a mis là). Ce groupe, à l'origine auto-produit et auto-financé, a fait sa réputation et son succès sans jamais recourir à la publicité où aux médias traditionnels : c'est leurs talents d'impro et leur esprit hyper festif sur scène qui leur ont apporté le succès. Et cet album prouve qu'ils n'ont rien perdu de leur qualité musicale ni surtout de leur capacité à écrire des textes qui font réfléchir n'importe qui tend un peu l'oreille...

Max, [Lyon]



## Interview de Ska-P : vendredi 11 juillet 2003, Braspart

**V**endredi 11 juillet, les JCR tenaient une table à l'entrée du festival des Portes de l'Enfer à Braspart (ancienne ferme retapée par le proprio qui organise désormais des concerts). Avec l'aide du manager de Ska-P et du vendeur de leur stand, très sympas tous les deux, j'ai pu accéder aux loges du groupe pour une interview. C'est pipi (chœur et déguisements) qui a été désigné pour répondre à mes questions, rejoint en cours de route par Joxemi (chœur et guitare). Tous deux sortaient de deux heures de concert. Bien qu'épuisés, ils ont patiemment répondu aux questions et se sont parfois emportés dans de sympathiques envolées lyriques alter-mondialistes.

**Pat : Dans vos chansons, vous faites références à des sujets comme la taumachie, la répression policière, l'impérialisme américain... Quand et pourquoi avez-vous décidé de faire de la musique engagée ?**

*Ska-P :* Notre première volonté est de dénoncer les injustices. Certains sujets sont chers à nos yeux, cela peut être des sujets politiques importants comme la mondialisation marchande (« Mac Dollar ») ou plus légers comme l'ambiance de certains bars que nous aimons fréquenter (el bar del tío Fermin). Le côté pêcheur que nous avons sur scène provient de cette rage et de notre volonté à la partager avec le public.

**Pat : Que pensez-vous de l'engagement des jeunes dans la politique de nos jours ?**

*Ska-P :* Il y a une nette augmentation dans l'ampleur des manifestations (en France plus encore qu'en Espagne). On y voit un grand nombre de jeunes dans les manif anti G8 surtout, ce qui est très encourageant...

Nous sommes en train de franchir une étape par l'ampleur des mobilisations et par la volonté de plus en plus de gens de changer le mode de fonctionnement de cette société et sa « puta mundialisacion ».

**Pat : Depuis plusieurs mois en France, il y a un gros mouvement social contre la réforme des retraites. Qu'en est-il en Espagne ?**

*Ska-P :* La mobilisation en France est plus forte qu'en Espagne ; nous avons été

impressionné de voir 600 000 personnes défiler dans les rues pour défendre leur système de retraites, et nous avons trouvé beau de voir les gens lutter alors que Chirac, lui, recherche à tout prix le moyen d'échapper à des poursuites judiciaires... Sinon, nous avons entendu parler de la colère des intermittents du spectacle et nous le soutenons.

**Pat : Etes-vous toujours pour la légalisation de toutes les drogues ?**

*Ska-P :* Oui, mais uniquement sous certaines conditions : tout d'abord une information omniprésente (même démarche que pour l'alcool, mais en plus contrôlée) des aides médicales, des contrôles sur la qualité des produits... La drogue a toujours existé dans toutes les sociétés, et son interdiction n'a jamais empêché sa consommation. Les conséquences de la prohibition sont la mise en vente de produits chers et de mauvaise qualité, responsables d'accidents.

**Pat : Ne pensez-vous pas que votre contrat avec une maison de disque multinationale aille à l'encontre de vos idées sur la mondialisation ?**

*Ska-P :* On nous accuse de « collaborer » avec un système marchand, mais qui ne le fait pas ?

Que faites-vous lorsque vous payez votre facture de gaz ? Tout le monde est obligé de collaborer dans la vie de tous les jours.

**Pat : Quelles musiques écoutez-vous ?**

*Ska-P :* en musique française, la Ruda Salska, Marcel et son orchestre, Manu Chao et la Mano Negra... Et sinon du punk espagnol comme La Polla...

**Pat : Vous passez souvent en Bretagne (cette année Rennes, St Renan, Braspart, Carhaix en 2001...) vous avez un faible pour le public breton ?**

*Ska-P :* le public est le même partout, car il réunit des gens qui ensemble, ont envie de s'éclater, de profiter... mais il faut avouer qu'un des meilleurs concerts du groupe était celui des Vieilles Charrues de Carhaix en 2001.

Propos recueillis par Patricia, [Brest]

Congo Irak Côte-d'Ivoire  
Palestine

# Contre toutes les occupations impérialistes

samedi

27 septembre

# Manifestation internationale